

DIALOGUE GLOBAL

2.1

La résurgence des classes

Göran Therborn

Les non (citoyens) de Komtar

Aya Fabros

Le chaos de l'ordre

Boaventura de Sousa Santos

- > **L'hégémonie de l'anglais**
- > **Sociologies nationales : Pérou et Roumanie**
- > **Ulf Himmelstrand, 1924-2011**
- > **Billet sur l'ISA : L'intégration des femmes**
- > **Droits de l'homme : le Patriarcat en Arménie**
- > **Sociologie publique : Un projet sud-africain**
- > **L'ouverture de l'ISA aux jeunes sociologues**
- > **Women's Worlds / Mondes des Femmes**
- > **La Société Brésilienne de Sociologie**

NEWSLETTER



Association
Internationale
de Sociologie



VOLUME 2 / NUMÉRO 1 / SEPTEMBRE 2011

DGN



> Éditorial

Au moment où j'écris ces lignes, le régime libyen s'est effondré et toute l'attention se porte sur la suite des événements, pas seulement en Libye mais dans l'ensemble des pays arabes. Les turbulences ont atteint une dimension mondiale : dans ce numéro, Göran Therborn décrit les inégalités qui se manifestent à l'échelle mondiale et soutient l'hypothèse du retour d'une politique de classe ; Boaventura de Sousa Santos analyse les insurrections qui ont lieu en Europe, en particulier en Angleterre ; Aya Fabros dresse un tableau des immigrés asiatiques qui établissent leurs propres communautés en Malaisie ; enfin, à travers les luttes que mènent les femmes dans un Caucase du Sud déchiré par plusieurs guerres, Gohar Shahnazaryan fait le point sur les défis de la reconstruction post-soviétique. S'il y a un dénominateur commun entre toutes ces situations, c'est la dépossession, cri de ralliement des *indignados*.

Dialogue Global poursuit par ailleurs le débat sur la sociologie globale : Renato Ortiz analyse les effets de l'hégémonie de l'anglais tandis que Ari Sitas et Sarah Mosoetsa présentent leur Charte en faveur des sciences humaines et sociales en Afrique du Sud, et le Péruvien Nicolás Lynch ainsi que les Roumains Marian Preda et Liviu Chelcea dépeignent des sociologies aux prises avec les héritages de régimes oppressifs.

Du côté des organisations, Jennifer Platt relate l'intégration progressive des femmes au sein de l'ISA. Elisa Reis et Ann Denis rendent compte de deux colloques particulièrement féconds, celui de la Société Brésilienne de Sociologie et celui de *Women's Worlds*, tandis qu'Emma Porio s'intéresse aux sociologues en début de carrière. Un double hommage est également rendu à Ulf Himmels-
trand, l'un des grands noms de l'ISA.

Au départ conçu comme une simple newsletter, *Dialogue Global* est devenu une référence, dans notre discipline et au-delà, sur les questions pressantes de notre époque. Il est désormais publié dans 11 langues – un exploit rendu possible grâce aux efforts de nos responsables d'édition et de nos équipes de traducteurs disséminés dans le monde entier. La technologie numérique rend en effet possible aujourd'hui ce qui était encore inimaginable hier, comme c'est le cas des interviews transcontinentales avec le Comité Exécutif de l'ISA. À ce sujet, consulter <http://www.isa-sociology.org/journeys-through-sociology/>.

Retrouvez *Dialogue Global* sur [Facebook](#), et sur le [site web de l'ISA](#).



> Dans ce numéro

Éditorial	2
> INÉGALITÉS ET PROTESTATIONS	
La résurgence des classes sociales	3
Les (non) citoyens de Komtar	6
Le chaos de l'ordre	9
> DÉBAT SUR LA SOCIOLOGIE INTERNATIONALE	
L'hégémonie de l'anglais et les sciences sociales	11
> SOCIOLOGIES NATIONALES	
La sociologie roumaine rattrape le temps perdu	13
Les méandres de la sociologie péruvienne	14
> ULF HIMMELSTRAND, 1924-2011	
Le père de la sociologie au Nigéria	17
L'hommage personnel d'une ancienne Présidente de l'ISA	18
> RUBRIQUES SPÉCIALES	
Billet sur l'ISA : L'inégale intégration des femmes	8
Droits de l'homme : Le patriarcat remis en cause dans le Caucase du Sud	20
Sociologie publique : Une Charte pour les sciences humaines et sociales	22
> RAPPORTS ET CONFÉRENCES	
Les sociologues en début de carrière au sein de l'ISA	24
Women's Worlds / Mondes des Femmes	26
La Société Brésilienne de Sociologie	27

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Responsables d'édition : Lola Busuttill, August Bagà.

Rédacteurs en chef associés : Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants : Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoglu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Rédacteurs régionaux

Monde arabe : Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil : Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Fabio Silva Tsunoda, Dmitri Cerboncini Fernandes, Andreza Galli, Renata Barreto Pretulan.

Inde : Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Japon : Kazuhisa Nishihara, Mari Shiba, Yoshiya Shiotani, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Nanako Hayami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda.

Espagne : Gisela Redondo.

Taiwan : Jing-Mao Ho.

Iran : Reyhaneh Javadi, Saghar Bozorgi, Shahradsch Shahvand, Faezeh Esmaeili, Jalal Karimian, Najmeh Taheri.

Russie : Elena Zdravomyslova, Elena Nikoforova, Asja Voronkova.

Consultants médias : Annie Lin, José Reguera.

> Les inégalités dans le monde : la résurgence des classes sociales

Göran Therborn, Université de Cambridge (Royaume-Uni), Linnaeus University (Suède), et membre du Comité du Programme pour le Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA à Yokohama

Les deux dernières décennies ont été de bonnes années pour les nations pauvres du monde. Depuis la fin des années 80, ce que les organisations économiques internationales appellent « les pays en développement de l'Asie », principalement la Chine, l'Inde et les pays de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), ont connu un taux de croissance égal pratiquement à deux fois le taux de croissance mondial. Depuis 2001, l'Afrique subsaharienne, tragiquement à la traîne du développement dans le dernier tiers du XX^e siècle, a surpassé le reste du monde, y compris les « économies avancées ». Les taux de croissance de l'Amérique latine depuis 2003, et du Moyen-Orient depuis 2000, ont été supérieurs à ceux des pays riches. À l'exception des pays de l'Europe post-communiste, les « pays émergents » et « en développement » ont également surmonté la crise bancaire anglo-saxonne bien mieux que les pays riches.

> Nations et classes sociales

Nous sommes à un tournant historique, non seulement sur le plan géopolitique mais aussi en terme d'inégalités. Le développement à l'échelle internationale du sous-développement aux XIX^e et XX^e siècles, signifiait, entre autres choses, que l'inégalité entre les êtres humains dépendait de plus en plus du caractère développé ou sous-développé de la région, du territoire ou de la nation où ils vivaient. D'après les estimations, en l'an 2000, 80% de l'inégalité des revenus des foyers dépendait du pays où l'on vivait (Milanovic 2011 : 112). Cela est en train de changer. L'inégalité entre nations est dans l'ensemble en train de décliner, même si l'écart entre les riches et les plus pauvres n'a cessé d'augmenter. Mais les inégalités à l'intérieur de chaque nation sont globalement en train de croître, bien que de manière inégale, ce qui s'oppose à la thèse du déterminisme pseudo-universel qui résulterait de la globalisation ou des changements technologiques.

Le résultat est un retour des classes sociales, qui constituent un facteur de plus en plus influent et déterminant dans le développement des inégalités dans le monde. Les classes sociales ont toujours été importantes, mais dans le contexte du XX^e siècle, dominé par les organisations de classes à l'échelle nationale et par les luttes des classes – certes en cohabitation avec les réseaux de « l'internationalisme prolétarien » –, les inégalités entre les classes au niveau national étaient minimisées par les écarts globaux



L'ancien Président Mbeki regarde de haut l'étendue de la pauvreté à Johannesburg.

entre les nations. Aujourd'hui, les nations se rapprochent, et l'écart entre les classes sociales se creuse.

L'aspect de classe du nouveau modèle mondial de distribution a atteint son apogée dans les années 1990. C'était le temps où les inégalités en Chine ont considérablement augmenté, plus encore que dans l'ex-Union soviétique lors de son cheminement vers le capitalisme, le temps aussi où la légère tendance à l'égalisation (rurale) en Inde a donné lieu à un accroissement des inégalités aussi bien rurales qu'urbaines. En Amérique latine, le Mexique et l'Argentine ont connu les contrecoups des inégalités néo-libérales. Une étude du FMI (2007 : 37) a montré que, si cela n'a pas été vraiment réfléchi, le seul groupe qui, à l'échelle mondiale, a augmenté la part de ses revenus dans les années 90, a été le quintile national le plus riche, aussi bien dans les pays à hauts revenus que dans les pays à bas revenus. Tous les autres quintiles ont été perdants, même si ce n'est pas de manière considérable pour certains.

Les changements les plus importants se sont produits au plus haut niveau de l'échelle des revenus, entre les 1% les plus riches et les autres – et plus encore entre les 0,1% ou les 0,01% les plus riches et les autres. L'Américain Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, a récemment (*Vanity Fair*,

>>

mai 2011) pointé du doigt l'appropriation de son pays par les 1% les plus riches, qui détiennent 40% de la richesse nationale, totalisent chaque année près du quart du revenu national, et composent pratiquement l'ensemble du Congrès américain. Au tournant du XX^e siècle, les 1% les plus riches se répartissaient 15% du revenu national américain, contre 9 à 11% en Inde (Banerjee et Piketty 2003).

« ... les nations se rapprochent, et l'écart entre les classes sociales se creuse... »

Les tendances inégalitaires de la Chine, de l'Inde, et d'une manière générale des pays en développement d'Asie, se sont poursuivies au cours du nouveau millénaire, de même qu'aux États-Unis (Luo et Zhu 2008 ; Kochanowicz et al. 2008 ; Datt et Ravallion 2009). En Inde, par exemple, l'accélération de la croissance économique n'a guère eu d'effet positif sur le cinquième des enfants les plus pauvres du pays, dont deux tiers présentent une insuffisance pondérale – une situation d'affaiblissement à vie – en 2009, de même qu'en 1995 (UN 2011 : 14). Dans les années 2000, la vigoureuse croissance économique de ce qui était considéré comme le tiers-monde n'a eu aucun effet sur le faim dans le monde. Entre 2000 et 2007, le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 618 à 637 millions, soit 16% de la population mondiale (UN 2011 : 11). Les prix des denrées alimentaires continuent de grimper. À l'autre extrémité, en mars 2011, le magazine *Forbes* a allègrement annoncé deux records atteints en 2010 par sa liste de milliardaires, à savoir d'une part leur nombre record s'élevant à 1.210, et d'autre part leur richesse globale, 4.500 milliards de dollars, supérieure au produit intérieur brut de la troisième puissance économique mondiale, l'Allemagne. Parmi ces milliardaires, 413 sont américains, 115 sont chinois (Chine continentale), et 101 russes.

Cependant, l'augmentation des inégalités n'est pas une fatalité technique ou économique. Alors que l'Amérique latine était reconnue comme la région du monde comportant le plus d'inégalités, elle est actuellement la seule région de la planète où les inégalités *diminuent* (CEPAL 2010, UNPD 2010). Comme il s'agit en grande partie d'un effet politique (Comia et Marorano 2010) de l'aversion pour le néo-libéralisme des dictateurs militaires des années 70 et 80 et de leurs successeurs civils élus plus ou moins démocratiquement, les politiques actuelles de redistribution en Argentine, au Brésil, au Venezuela et dans d'autres pays, sont également le reflet de l'importance des classes sociales, en l'occurrence de la confiscation de l'argent par les riches oligarques.

Un autre moyen de comparer les classes (de revenus) des nations est de calculer leur indice de développement humain, lequel inclut le revenu, l'espérance de vie et l'éducation – une opération héroïque et très complexe sujette à d'importantes marges d'erreur. Néanmoins, cet indice offre une image éloquente des inégalités mondiales. Le quintile le plus pauvre aux États-Unis a, par exemple, un indice de développement humain plus bas que celui du quintile le plus riche en Bolivie, en Indonésie et au Nicaragua, est

inférieur à celui des 40% les plus favorisés au Brésil et au Pérou, et se situe à un niveau à peu près égal à celui du quatrième quintile de Colombie, du Guatemala, et du Paraguay (Grimm et al. 2009, Tableau 1).

La classe sociale, du moins comme référence pour une justice distributive, peut aussi devenir une notion importante pour d'autres raisons que la convergence économique à l'échelle nationale. Les inégalités dues au racisme et au sexisme, même si elles sont encore fortes ici ou là, sont nettement en diminution. Un exemple récent important est la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. L'Afrique du Sud démocratique présente l'un des exemples les plus dramatiques d'inégalité entre les classes sociales, qui fait suite à un régime de racisme institutionnalisé. Certains économistes courageux de la Banque mondiale, Branco Milanovic (2008 : Tableau 3) et d'autres, ont estimé que le coefficient de Gini d'inégalité de revenus entre les ménages de la planète se situait à environ 65-70 dans les années 1990-2000. Mais en 2005, la ville de Johannesburg avait un coefficient de 75 ! Or ce chiffre a été calculé sur la base des dépenses de consommation, calcul qui donne toujours un résultat inférieur en termes d'inégalités sociales à celui effectué sur la base des revenus (UN Habitat 2008 : 72). Même en s'autorisant une marge d'erreur, il ne semble pas exagéré de dire que la ville de Johannesburg à l'ère post-apartheid recèle au moins autant d'inégalités économiques parmi ses habitants (principalement des citoyens) que parmi tous les êtres humains de la planète.

> Quatre voies pour une politique de classe

La résurgence probable des classes sociales peut prendre au moins deux orientations fort différentes, une orientation initiée par les classes moyennes et l'autre par la classe ouvrière, chacune avec deux sous-variantes principales. L'une, prédominante idéologiquement, est celle où les classes moyennes projettent de se construire à l'échelle internationale et d'étendre leurs possessions, achetant des voitures, des maisons individuelles, et une quantité infinie d'objets électroniques et de biens de consommation durables, et dépensant dans le tourisme international. Alors que ce consumérisme globalisé et renforcé risque de provoquer des cauchemars chez ceux qui ont une conscience écologique, il fait saliver tous ceux qui ont un lien avec les affaires – hommes, presse et institutions. Par-delà les profits qu'il génère, le consumérisme de la classe moyenne présente des avantages considérables : il permet à la fois de s'approprier les privilèges des riches et de présenter aux classes populaires un horizon tranquille auquel ils peuvent aspirer. Ces rêves d'affaires ne sont pas au-delà du possible mais ils tendent à sous-estimer le potentiel d'explosion que représente l'évolution actuelle de la distanciation et de l'exclusion économiques.

Suivant la seconde alternative, le fossé de plus en plus grand entre les classes moyennes et les riches mène celles-ci vers la politique plutôt que vers la consommation. Ces dernières années, nous avons assisté à quelque chose que les Européens n'avaient pas expérimenté depuis au moins 1848 – des classes moyennes qui se mobilisent dans la rue, et font même des révolutions. Plusieurs de ces

>>

mobilisations des classes moyennes ont été réactionnaires au plan social et économique, comme celles organisées contre Allende au Chili et contre Chávez au Venezuela, ou plus récemment celles du Tea Party aux États-Unis. Contrairement à la mythologie libérale, il n'y a rien d'intrinsèquement démocratique dans les mobilisations des classes moyennes, comme en témoignent les « chemises jaunes » thaïlandaises en 2008, ou les organisateurs des putschs au Chili et au Venezuela.

D'autres manifestations des classes moyennes ont cependant dénoncé le capitalisme oligarchique « de connivence » ainsi que la politique oligarchique. Ce qu'on a appelé la « révolution orange » en Ukraine est peut-être ce qui s'en rapproche le plus. Mais le « Printemps arabe » de 2011 a aussi inclus une participation importante et probablement cruciale des classes moyennes. Le capitalisme d'exclusion pratiqué par la haute finance ou les hautes sphères politiques, la politique économique pratiquée par et pour les 1% les plus riches, pourraient amener sur la scène politique des classes moyennes en colère, avec des conséquences imprévisibles.

L'autre orientation de classe repose sur la classe ouvrière. L'ère d'un capitalisme industriel historiquement à l'avant-garde est maintenant révolu, de même que l'adversaire désigné, à savoir le mouvement de la classe ouvrière décrit par Marx au milieu du XIX^e siècle, qui s'est matérialisé en Europe, principalement dans les pays nordiques. L'Europe et l'Amérique du Nord sont désormais en train de se désindustrialiser, le capitalisme financier privé dépasse le secteur public, la classe ouvrière est divisée, défaite, et démoralisée. La polarisation économique et l'essor des inégalités à l'intérieur des nations qui en résultent, sont la contribution nord-atlantique à la résurgence mondiale des classes (en tant que mécanisme structurel de distribution).

Le relais de la classe ouvrière dans l'industrie a été pris par la Chine, nouveau centre manufacturier du monde. Aujourd'hui, les ouvriers chinois de l'industrie sont pour la plupart des immigrants dans leur propre pays, étant donné le maintien persistant du système du *hukou* qui attribue des droits différents en fonction de si l'on est né en ville ou en milieu rural. Mais la croissance du capitalisme industriel chinois renforce le pouvoir des travailleurs, comme on peut le constater actuellement à travers les manifestations locales et l'augmentation des salaires (Cf. Pun Ngai dans *Dialogue Global* 1.5). Le régime politique chinois se réclame encore officiellement du socialisme, d'un certain point de vue. Ce que l'avenir apportera, nul ne le sait. Mais une reprise de la lutte pour une meilleure distribution, menée par cette main-d'œuvre industrielle qui a été en grande partie déplacée d'Europe vers l'Asie de l'Est, n'est pas exclue.

La dynamique principale d'un quatrième scénario de classe pourrait bien reposer sur l'hétérogénéité des classes populaires en Afrique, Asie et Amérique latine, et peut-être de manière moins significative, sur celle de leurs homologues des pays riches. Les mouvements de classes populaires sont renforcés par une hausse du niveau d'alphabétisation et par de nouveaux moyens de communication, mais se trouvent confrontés à de nombreuses divisions – ethniques, religieuses, et particulièrement au

fossé entre emplois dans le secteur formel et le secteur informel – ainsi qu'à la dispersion des activités, par exemple dans les commerces de rue et les ateliers clandestins. Mais les obstacles à l'organisation, à la mobilisation et au rassemblement ne sont pas insurmontables. En Inde, de puissantes organisations de travailleurs indépendants ont été créées, en Thaïlande le mouvement des « chemises rouges » des classes populaires est devenu la première force politique du pays aux élections de juillet 2011, et au Brésil et dans un certain nombre de pays d'Amérique latine les coalitions des classes populaires ont donné des gouvernements de centre gauche.

Chacune de ces quatre approches de classe des inégalités dans le monde est cohérente sur le plan sociologique : un consumérisme globalisé de la classe moyenne, une rébellion politique des classes moyennes, une lutte de classes dans l'industrie – incluant la possibilité de compromis de classe – qui s'est déplacée d'Europe vers la Chine et l'Asie de l'Est, et, quatrième, des mobilisations hétérogènes des classes populaires, entraînées par les mouvements d'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est, avec l'éventuel appui des pays arabes et de l'Afrique sub-saharienne (Cf. Enrique de la Garza et Edward Webster dans *Dialogue Global* 1.5). Des avancées dans chacune de ces quatre directions forment le scénario le plus probable pour l'avenir. Non seulement leur importance respective est impossible à prévoir, mais vouloir évaluer les différents arguments, leur sens et leur valeur, peut être également sujet à controverse.

Ce qui est clair cependant, c'est qu'alors que les États-nations restent de puissantes organisations et que les conflits de classe restent essentiellement limités aux frontières des États, le nouveau tournant des inégalités à l'échelle mondiale signifie que les classes sociales vont gagner en importance et que les nations vont perdre de leur pouvoir à déterminer le cours des vies humaines. ■

Références

- Banerjee, A. et Piketty, T. 2003. "Top Indian Incomes, 1956-2000", B R E A D working paper, <http://ipl.econ.duke.edu/bread/papers.htm>
- CEPAL 2010. *La hora de la igualdad*. Santiago de Chile, CEPAL.
- Cornia, G.A. et Martorano, B. 2010. *Políticas for reducing income inequality: Latin America during the last decade*. UNICEF Policy and Practice Working Paper. New York: UNICEF.
- Datt, G. et Ravallion, M. 2009. "Has India's Economic Growth Become More Pro-Poor in the Wake of Economic Reforms?", World Bank Policy Research Working Paper 5103, www.worldbank.org/
- Grimm, M. et al. 2009. "Inequality in Human Development. An Empirical Assessment of 32 Countries", *Luxembourg Income Study*, Working Paper 519, www.lisproject.org/publications/wpapers
- IMF 2007. *World Economic Outlook*, October 2007, www.imf.org
- Kochanowicz, J. et al. 2008. "Intra-Provincial Inequalities and Economic Growth in China", Faculty of Economic Sciences, University of Warsaw, Working Paper no. 10/2008, www.wne.uw.edu.pl
- Luo Xubei et Zhu Nong 2008. "Rising Income Inequality in China: A Race to the Top", World Bank Policy Research Working Paper 4700, www.worldbank.org/
- Milanovic, B. 2008. "Even Higher Global Inequality Than Previously Thought", *International Journal of Health Services*: 48:2.
- Milanovic, B. 2011. *The Haves and the Have-Nots*. New York, Basic Books.
- UN 2011. *The Millennium Development Goals Report 2011*, www.un.org/
- UNDP 2010. *Regional Human Development Report for Latin America and the Caribbean*, www.undp.org
- UN Habitat 2008. *The State of the World Cities 2008/9*, www.unhabitat.org/

> Les (non) citoyens de Komtar : Des travailleurs immigrés transnationaux établissent des communautés en Malaisie

Aya Fabros, chargée de recherches auprès de *Focus on the Global South* (Philippines)

Le Kompleks Tun Abdul Razak (KOMTAR) de Penang, en Malaisie, est un centre commercial délabré qui a trouvé un regain d'activité grâce aux travailleurs immigrés qui se sont appropriés cet endroit. Bien que fréquenté par des étrangers, Komtar ne figure pas sur les itinéraires touristiques traditionnels car il offre un aperçu de la face la moins reluisante de l'écono-

mie globale. Servant de réceptacle à un patchwork de différents mondes soigneusement compartimentés qui convergent dans un espace emprunté partagé, Komtar – à l'instar de Lucky Plaza à Singapour ou de Victoria Park à Hong-Kong – reflète les pratiques quotidiennes de négociation mises en œuvre par les travailleurs immigrés pour se faire une place dans leurs lieux d'accueil, chevaucher les

réalités transnationales et naviguer à travers les disparités mondiales.

Contrairement à sa réputation, Komtar, à l'intérieur, obéit à un ordre implicite – les politiques de contrôle des travailleurs immigrés sont en phase avec les divers secteurs mis en place par les différents groupes de migrants. Au premier étage, cachée dans un recoin, une cantine népalaise offre aux travailleurs originaires du Népal un endroit où se retrouver et où manger des plats au curry et des *momos* et boire au son de musiques venues de Katmandou. À l'étage supérieur du bâtiment principal, le deuxième étage abrite la section birmane, suivie par le coin indonésien au troisième étage et l'espace philippin à l'étage supérieur.

Alors même que les membres des différents groupes restent principalement entre eux, ils savent où chacun des autres groupes se trouve. Il y a un ordre tacitement reconnu, une très large panoplie de différentes choses asiatiques – où trouver un *batik*, un *bagoong* ou bien des journaux birmanes pour obtenir les dernières nouvelles sur Aung San Suu Kyi. Bien que Komtar ne soit pas encore un point de focalisation très connu, à l'image de Chinatown ou de Little India, s'y promener revient à entrer dans un espace qui n'est pas seulement régional mais aussi transnational, où des interactions qui traversent les frontières sont menées et poursuivies ; où les petites gens de la globalisation se réfugient et se rassemblent.

En Malaisie, on estime qu'un quart des travailleurs sont *pekerja asing* (des travailleurs étrangers), employés dans les usines, les plantations, le secteur des services ou comme employés de maison. En dépit de leur nombre et du fait que la Malaisie repose sur eux, les travailleurs immigrés demeurent



Autrefois conçu comme le grand quartier du shopping à Penang, Komtar reste une référence, et ce, même après avoir perdu de son éclat en tant que carrefour régional des loisirs, du divertissement et du shopping. Komtar, qui demeure un lieu central et contenant l'édifice le plus haut de Penang, est également en train de se transformer en arène globalisée, ghettoisée, créant un espace d'accueil pour les immigrés transnationaux. Photo de Aya Fabros.

sous-évalués, délaissés et invisibles. Conçus comme de simples corps de passage voués à travailler, ils sont liés à des employeurs et à leur travail par le biais d'un permis de travail sur lequel sont précisés leur lieu de travail, l'industrie, et le nom de l'employeur, lequel détient un pouvoir discrétionnaire quasi-absolu quant à l'obtention ou l'annulation de ce permis. Un travailleur faisait l'observation suivante : « Ils ont le pouvoir d'imposer et de modifier les termes d'un contrat de travail, de sélectionner et congédier des travailleurs à leur guise, tandis que nous ne pouvons pas choisir notre employeur ni même partir, même quand les conditions sont clairement désavantageuses ».

Alors que ces travailleurs reconnaissent être venus en Malaisie « pour travailler », certains s'expriment aussi pour dire que leur situation est « *pa-rang walang laya* » (« dépourvue de liberté »), travaillant « comme [s'ils étaient] des esclaves de l'ancien temps ». Venu de loin pour trouver un emploi, beaucoup de travailleurs étrangers voient leur liberté de mouvement et leurs droits limités dès leur arrivée. Ils sont confinés à leur lieu de travail et à des espaces de vie gérés par l'employeur, plongés dans une situation dans laquelle ils sont pratiquement isolés des autres et largement dépendants de leurs employeurs ou recruteurs, dont beaucoup n'hésitent pas à confisquer leurs passeports en les menaçant de les faire reconduire à la frontière, pour les maintenir passifs et dociles. Entraînés à la docilité par une combinaison d'intimidation, de désespoir et d'isolement, les travailleurs immigrés se retrouvent par conséquent dans une situation qui les rend également vulnérables face aux abus et à l'exploitation sur les lieux de travail et hors des lieux de travail.

Confrontés à des restrictions à l'extérieur de Komtar, les travailleurs immigrés semblent réclamer à l'intérieur un sens de la citoyenneté et de l'organisation. Ici, ils ne sont pas de simples travailleurs privés d'identités, raccordés tels des rouages à des lignes d'assemblage, ou des serveurs dans des magasins ou des maisons. Dans cet espace, ils sont des Philippins, ou des Birmans, ou des Népalais, et non de simples victimes de l'*altérisation*, d'identités impo-

sées selon lesquelles Philippin équivaut à « domestique » et Birman est synonyme de « clandestin ». Ils sont des clients qui consomment des produits de leur choix ou envoient chez eux un salaire durement gagné ; ils sont des compatriotes qui offrent solidarité et soutien, qui échangent leurs vues sur leurs difficultés quotidiennes ou sur les problèmes chroniques de leur pays d'origine ; ils forment des groupes qui préparent des représentations à l'église ou des rassemblements de leur communauté, organisent des activités ou publient des faire-part et des informations actualisées, le tout imprégné d'un important sens communautaire.

Tout en s'appropriant des espaces indésirables et dédaignés parce que perçus comme « dangereux et sales », les travailleurs immigrés sont cependant sans cesse rappelés à la « place » qui est la leur, même dans cet espace, perturbé par des descentes de police de routine, des mesures répressives, une présence policière permanente et une surveillance omniprésente. Cependant, les commerçants attribuent à cet espace un sens supplémentaire, en insistant sur l'importance de maintenir leur activité, car sans ça « où donc iraient-ils [les travailleurs immigrés] ? ».

À l'étage inférieur, dans un café, deux jeunes hommes comparent leurs cartes récemment acquises de l'UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés) en attendant un autre compagnon qui les amènera à Alor Star, où des membres de leurs familles et des amis sont retenus. À l'étage au-dessus, une table de jeu improvisée a été dressée pour une partie de *tongits*, tandis que dans la pièce d'à côté, une aide ménagère philippine chante à tue-tête une interprétation très enlevée de *Top of the World* des Carpenters.

À Komtar, les gens s'attardent des heures durant et viennent même sans avoir l'intention d'acheter quoique ce soit. « Quand on vient en Malaisie, on est seul, on n'a personne, à Komtar d'une certaine manière on n'a pas ce sentiment », souligne une « domestique » philippine.

À cet égard, Komtar fonctionne comme une agora pour une communauté

de diaspora, un lieu où des travailleurs individuels dispersés, arrachés à leur foyer et à leur communauté, peuvent se rencontrer et se mêler entre eux. Il n'y a pas pour autant de conscience collective en soi qui engloberait l'ensemble des immigrés, pas plus qu'il n'y a de notion explicitement exprimée de projets communs, mais au sein de chaque communauté, un certain niveau de solidarité semble être partagé, entretenu et exercé de manière à pour le moins combler les vides laissés par leur condition de non-citoyenneté. Ici, les immigrés originaires de Birmanie ont mis en place des « services funéraires bénévoles » et une aide pour accéder aux soins hospitaliers, officialisant leur organisation après avoir réalisé d'innombrables collectes d'argent et la prise en charge des rites funéraires pour les travailleurs qui n'ont pas accès à ces services de base. D'autres groupes autonomes d'aide apportent secours et assistance à des compatriotes en détresse, tout en mobilisant les membres d'une même communauté autour d'événements socio-culturels.

Komtar est constamment en effervescence, débordant de possibilités, sans même encore mettre en question directement les injustices profondément ancrées auxquelles les travailleurs immigrés sont confrontés. Alors qu'ils profitent et se creusent leur petit recoin, leur façon de s'exprimer montre qu'ils n'ont pas l'intention de mettre en péril leur travail ou leur titre de séjour. Ils réclament une capacité d'agir et affirment *un droit à être là* à travers une certaine présence symbolique et empreinte locale. Il s'agit cependant d'articulations subtiles faites sur un terrain accidenté, sur lequel les immigrés marchent prudemment. Jusqu'à présent, ces actes quotidiens, en apparence des pratiques banales, quasiment collectivisés du fait du partage d'une expérience commune et amplifiés par leur grand nombre, brillent d'un grand éclat face à des conditions qui isoleraient ou rendraient les travailleurs immigrés invisibles et insignifiants. Cependant, tandis que ces communautés prennent racine, il sera sans doute fort intéressant d'observer comment les espaces qu'elles engendrent vont évoluer et ce vers quoi peut conduire le renforcement de ces solidarités. ■

> Billet sur l'ISA : L'inégale intégration des femmes dans l'Association

Jennifer Platt, Université du Sussex (Royaume-Uni), et Vice-Présidente des Publications de l'ISA (2010-2014)

Un rapide coup d'œil à la fin de notre nouvelle *Liste de Membres* datée de 2010 suffit pour constater que le Comité de Recherche (RC) 32, *Women in Society (Les femmes dans la société)*, constitue, avec ses 291 inscrits, le CR le plus nombreux. Ceci reflète sans aucun doute l'influence du mouvement des femmes en général, ce qui a conduit la sociologie à plus s'intéresser et à mieux comprendre les questions liées à la condition des femmes. Quelques dates et chiffres permettent d'illustrer les changements quantitatifs que cela a induit au sein de l'ISA.

C'est seulement en 1974 qu'est élue la première femme au sein de l'Exécutif de l'ISA ; en 1978, elle devient Vice-Présidente et est rejointe par deux autres membres féminins ; elles restent au nombre de trois (sur les 17 ou 18 membres qui forment l'Exécutif) jusqu'en 1986, année où elles passent à cinq ; l'une d'entre elles est Margaret Archer, la première (et jusqu'à présent l'unique) femme élue à la Présidence de l'ISA. Vers la fin des années 90, on compte sept femmes parmi les 21 membres de l'Exécutif, dont une Vice-Présidente ; dans les années 2000, elles sont entre huit et 10 sur un total de 22 membres, dont deux à quatre Vice-Présidentes. Ces chiffres témoignent d'une évolution progressive vers une plus grande parité hommes/femmes, et le pourcentage toujours plus important de femmes à l'université devrait permettre d'aller au-delà.

Ces configurations ne peuvent cependant pas être considérées comme spécifiques à l'ISA ; elles découlent en grande partie des évolutions sociales qui ont conduit des femmes, dans le monde entier, à rejoindre le domaine de la sociologie et à devenir membres de l'ISA. En 1976, la liste des membres de l'Association indique que seuls 22% des membres ordinaires étaient alors des femmes. Par rapport à ce chiffre, les 18% de femmes membres de l'Exécutif cette année-là ne constituent pas une sous-représentation ; en revanche elles étaient issues d'un nombre limité de pays. Au sein du Bureau exécutif des CR, on constate que les rares femmes présentes avant 1970 étaient toutes soit britanniques soit d'Europe de l'Est, ce qui reflète la diversité des situations nationales à une époque où, dans de nombreux pays, la sociologie n'était pas encore institutionnalisée.

La distribution inégale des membres selon les catégories entre les différentes structures de l'ISA peut néanmoins avoir des effets secondaires. Chaque CR est



Margaret Archer, première femme élue à la présidence de l'ISA (1986-1990).

doté d'un représentant au Conseil de Recherche, ce qui implique que si les femmes (ou tout membre d'un autre sous-groupe) sont concentrées dans un nombre réduit de CR, elles auront vraisemblablement moins de représentants que si elles étaient réparties entre un plus grand nombre de CR. De la même manière, des femmes fortement représentées dans un petit nombre de pays seront sous-représentées là où chaque nationalité est dotée d'un unique représentant.

La plupart des membres du CR32 ont été jusqu'à présent des femmes. Parmi les noms que je peux identifier dans la liste de 2010, seuls dix étaient des hommes, lesquels sont clairement en minorité. C'est un équilibre hommes-femmes nettement différent qui apparaît dans l'autre groupe particulièrement nombreux actuellement, le CR16 consacré à la *Théorie Sociologique* (257 membres). De telles différences entre les caractéristiques des sociologues d'un domaine ou d'un autre, et la relation qu'ils ont avec leur spécialité, mériteraient une étude plus approfondie des conséquences que cela entraîne, en particulier dans des domaines autres que ceux liés à la condition des femmes. ■



Londres en proie aux flammes.

> Le chaos de l'ordre

Boaventura de Sousa Santos, Faculté d'Économie de l'Université de Coimbra (Portugal), Université de Wisconsin-Faculté de Droit de Madison (États-Unis), et membre du Comité du Programme pour le Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA à Yokohama

En dépit de leur spécificité, les violentes émeutes vécues à Londres et dans d'autres villes britanniques ne devraient pas être perçues comme un phénomène isolé. Elles sont un signe dérangeant de notre époque. Dans les sociétés contemporaines, un combustible très inflammable parcourt nos vies collectives de manière souterraine, insoupçonné des familles, des communautés, des organisations sociales et des respon-

sables politiques. Quand il monte à la surface, propulsé par un incident qui sert de catalyseur, il est capable de provoquer un incendie social aux proportions inimaginables. Un tel combustible est formé de quatre composants : l'acceptation à la fois des inégalités et de l'individualisme ; la marchandisation de la vie individuelle et collective ; le racisme rebaptisé tolérance ; la démocratie détournée par les élites privilégiées qui s'appuient

>>

sur une politique transformée en gestion du butin « légalement » pris aux citoyens et du malaise qui en résulte. Chacun de ces composants contient une contradiction interne. Quand ils se chevauchent, n'importe quel incident peut provoquer une explosion.

> **Les inégalités et l'individualisme**

Avec le néolibéralisme, l'augmentation brutale des inégalités a cessé d'être un problème pour devenir la solution. L'ostentation des très riches est devenue une preuve du succès d'un modèle social qui condamne le plus grand nombre au paupérisme, sous prétexte qu'ils ne fourniraient pas assez d'efforts pour réussir. Ceci n'a été rendu possible que parce que l'individualisme est devenu la valeur absolue qui, paradoxalement, doit être vécue comme une égalité utopique, c'est-à-dire que chacun participe à l'égalité à la destruction de la solidarité sociale, que ce soit en tant qu'acteur ou en tant que bénéficiaire. Un tel individu ne considère les inégalités comme un problème que si elles lui sont défavorables. Quand c'est le cas, c'est perçu comme une injustice.

> **La marchandisation de la vie**

La société de consommation implique de remplacer les relations entre des personnes par des relations entre des personnes et des choses. Plutôt que de satisfaire des besoins, les objets de consommation en créent sans cesse de nouveaux, l'investissement personnel dans les objets étant aussi fort quand on les possède que quand on ne les possède pas. Les centres commerciaux apportent la vision fantomatique d'un réseau de relations sociales qui commencent et s'achèvent dans les objets. Le capital, toujours en quête de rentabilité, soumet désormais aux lois du marché des biens qu'on avait toujours considérés jusque-là comme trop communs (l'eau, l'air) ou trop personnels (la

vie privée, les convictions politiques) pour être négociés sur le marché. Entre penser que l'argent est le médiateur universel et penser que tout peut être fait pour l'obtenir, le pas est vite franchi, plus vite qu'on ne le pense. Les puissants franchissent ce pas chaque jour et il ne leur arrive rien. Voyant cela, les déshérités s'imaginent qu'ils peuvent faire la même chose – et finissent en prison.

« ... Les véritables auteurs de troubles sont au pouvoir... »

> **Le racisme de la tolérance**

Les troubles en Angleterre ont eu dès le début une dimension raciale. C'était également vrai en 1981, et ce fut aussi le cas lors des troubles qui ont secoué Paris et d'autres villes françaises à l'automne 2005. Il ne s'agit pas d'une simple coïncidence ; cela reflète plutôt les rapports sociaux de type colonial qui continuent à prévaloir dans notre société, bien après la fin du colonialisme politique. Le racisme ne constitue qu'un composant parmi d'autres, dans la mesure où des jeunes de différentes origines ethniques ont pris part aux émeutes. Mais c'est un composant important, car il ajoute à l'exclusion sociale la désagrégation de l'estime de soi. En d'autres termes, être moins est aggravé par le fait d'avoir moins. Dans nos villes, une jeune personne noire fait l'expérience au quotidien d'une suspicion qui persiste quel que soit ce qu'il ou elle est ou fait. Une telle suspicion est d'autant plus pernicieuse qu'elle se produit dans une société dont l'attention est détournée par des politiques officielles de lutte contre la discrimination et par les apparences trompeuses du multiculturalisme et les bienfaits de la tolérance. Quand tous s'attachent à rejeter le racisme, ceux-là mêmes qui en sont victimes sont traités de racistes parce qu'ils combattent le racisme.

> **Le détournement de la démocratie**

Qu'est-ce que les troubles en Angleterre ont en commun avec la destruction du bien-être des citoyens qu'ont entraîné les politiques d'austérité imposées par les agences de notation et les marchés financiers ? Tous deux soumettent l'ordre démocratique à un test de résistance à l'issue incertaine. Les jeunes émeutiers sont des criminels, mais ici nous ne nous trouvons certainement pas face à une « criminalité pure et simple », selon les termes du Premier ministre David Cameron. Nous sommes face à une dénonciation politique violente d'un modèle social et politique qui trouve les ressources nécessaires pour renflouer les banques mais pas pour venir au secours d'une jeunesse confrontée à un avenir qui n'est pas digne de ce nom, des jeunes gens empêtrés dans le cauchemar d'études de plus en plus chères qui pourraient bien ne leur servir à rien, étant donné la hausse du chômage. Ce sont des jeunes abandonnés dans des quartiers, que des politiques anti-sociales ont transformés en camps d'entraînement à la colère, à l'anomie et à la révolte. Entre le credo néolibéral et les émeutiers des villes, il existe une terrible symétrie. L'indifférence sociale, l'arrogance, le partage injuste des sacrifices sont en train de semer le chaos, la violence et la peur. Demain, les semeurs, indignés, argumenteront que ce qu'ils ont semé n'avait rien à voir avec le chaos, la violence et la peur qui hantent nos villes aujourd'hui. Les véritables auteurs de troubles sont au pouvoir ; bientôt ils seront imités par ceux qui n'ont pas le pouvoir, dans le seul but de rétablir l'ordre au niveau du pouvoir politique. ■

> L'hégémonie de la langue anglaise et les sciences sociales

Renato Ortiz, Université d'État de Campinas (Brésil)

L'anglais est la langue officielle de la globalisation. Je dis « officielle » car la présence d'autres langues fait partie intégrante de notre condition contemporaine, même si une langue, entre toutes, prend une place privilégiée. Sur le marché global des biens linguistiques, l'anglais devient la langue de la modernité globale. Quelles implications cela a-t-il pour les sciences sociales ?

Je voudrais éviter deux positions que l'on rencontre souvent dans les débats entre intellectuels. D'un côté, il y a l'opinion selon laquelle la prédominance de l'anglais est un artefact de l'impérialisme. Je ne pense pas que l'impérialisme soit un concept utile pour comprendre la globalisation contemporaine. D'un autre côté, il y a l'opinion selon laquelle l'identité nationale donne une authenticité à notre propre langue par opposition aux autres langues. Suivant l'enseignement de Saussure, le caractère arbitraire du signe est lié au contexte territorial et historique – aucune lan-

gue n'est supérieure à d'autres, les langues ne faisant que capturer le réel de différentes manières.

Dans les débats contemporains, une affirmation courante consiste à dire que l'anglais est une *lingua franca* au sein de la communauté scientifique. Mais qu'est-ce qu'une *lingua franca* ? Une langue vidée de ses connotations multiples, dans l'intention de maximiser la communication entre scientifiques. Ceci est en partie possible dans le domaine des sciences naturelles, mais l'anglais ne peut pas fonctionner comme une *lingua franca* dans le domaine des sciences sociales. Ce n'est pas pour une question de fierté nationale, mais en raison du processus d'élaboration du savoir. L'objet sociologique s'élabore à travers la langue. Le fait d'employer telle ou telle langue n'est pas accidentel, c'est une dimension décisive du résultat final. Il y a par conséquent des différences entre la pratique en sciences naturelles et en sciences sociales. Permettez-moi de citer juste quel-

ques exemples. L'exposé en sciences naturelles, non seulement suit un ordre de présentation spécifique, mais a aussi recours à une forme narrative particulière. Il est écrit à la troisième personne et généralement au présent. Par exemple, les biologistes écrivent : « les doses de radiation délimitent trois bandes... » ou « la mutation se présente de manière clairement centripète... ». Le temps du verbe est le présent, et l'emploi de la troisième personne confère au discours une objectivité fondée sur l'absence du scientifique. En sciences sociales, les textes ne peuvent pas faire abstraction du narrateur, et c'est la raison pour laquelle C. Wright Mills décrivait les sciences sociales comme un métier d'intellectuel. Le narrateur peut être un « je » ou un « nous », mais l'écriture n'est certainement pas limitée à l'emploi de la troisième personne. Qu'on utilise « je » ou « nous », dans le discours narratif il y a toujours un médiateur. Il y a en outre le problème de la traduction, qui ne se limite pas à la traduction de mots

mais concerne la recherche de termes équivalents dans deux langues différentes. Dans le processus de traduction, différentes traditions intellectuelles doivent être prises en considération. L'expression « question nationale » ne peut être réduite au nationalisme. La « question nationale » implique un contexte politique spécifique, où a lieu un débat intellectuel spécifiquement latino-américain – un contexte qui inclut la problématique de l'identité nationale, la construction de la modernité, les critiques formulées contre l'importation d'idées venues de l'étranger, le complexe d'infériorité des pays colonisés, et les dilemmes propres à la modernité dans la périphérie. Cela nous renvoie à toute une tradition bibliographique et artistique – des muralistes mexicains au modernisme brésilien. La « question nationale » est une expression abrégée dont la signification est liée à l'histoire des pays d'Amérique latine en quête de leur identité. Ce qui n'est pas la même chose que le nationalisme.

Mais, malgré ces obstacles, la domination de l'anglais dans les sciences sociales se poursuit. On observe, à l'échelle mondiale, une consolidation de certains styles scientifiques qui favorisent la langue anglaise. C'est le cas, par exemple, de l'usage de bases de données dont la publication est conditionnée par différents facteurs, tels que des facteurs techniques, les coûts et la distribution sur le marché. Organiser des textes et des citations requiert un registre linguistique qui se trouve minimisé ou occulté à partir du moment où l'on partage la prétention que de telles bases de données offrent un portrait fiable du monde scientifique. L'ISI (The Institute for

« ... l'anglais ne peut pas fonctionner comme une *lingua franca*... »

Science Information) publie 4 types de catalogues différents, dont chacun est marqué par la distortion linguistique. Entre 1980 et 1996, dans la base de données du *Social Science Citation Index*, les publications en langue anglaise représentaient entre 85 et 96% de l'ensemble des articles. Si l'on part du principe qu'il faut être cité pour faire autorité dans le monde des sciences, il y a là clairement une hiérarchie (qui n'a aucun fondement) basée sur l'exclusion linguistique. Le choix de l'anglais pour la publication de bases de données, tout comme de comptes rendus et d'ouvrages scientifiques, est une question de marchés. Les grands groupes (Reed Elsevier, Wolters Kluwer) dominent le marché mondial en anglais grâce à la facilité de circulation de ces textes. C'est ainsi que des critères linguistiques arbitraires deviennent la base de la légitimité mondiale dans le domaine scientifique. Ce caractère arbitraire a été renforcé par l'avènement de la technologie numérique (textes au format pdf, index bibliographiques) et une distribution inégale de la traduction à l'échelle internationale. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, les textes étrangers traduits en anglais (tous genres confondus) n'excèdent pas les 5% de la totalité des textes

publiés. Dans des pays comme la Suède ou les Pays-Bas, ce chiffre s'élève à environ 25%, et en Grèce à 40%. En d'autres termes, plus une langue est centrale moins y a-t-il de textes traduits dans cette langue. Après tout, rien d'important ne pourrait exister en dehors de celle-ci.

Si, en sciences sociales, l'anglais ne peut pas fonctionner comme une *lingua franca*, quel sens donner à sa prédominance ? Mon impression est que l'anglais, en vertu de son don d'ubiquité, acquiert la capacité de « guider » le débat intellectuel à une échelle globale. « Guider » signifie sélectionner à partir d'un large éventail de questions possibles, celles qui deviendront pertinentes et visibles. Autrement dit, la langue anglaise a le pouvoir de façonner l'agenda intellectuel. Il y a encore d'autres implications. Eugene Garfield, fondateur de l'ISI, a dit que dans les années 70, la faiblesse des sciences françaises était dû au fait qu'elles devenaient provinciales car elles étaient écrites en français. Suivant ce raisonnement, l'universel est un attribut de l'anglais tandis que le provincialisme définit toutes les autres langues. *L'anglais global* devient *l'anglais universel*. Ce serait cependant oublier que le cosmopolitisme n'est pas un attribut du processus de globalisation, et que si le particularisme apparaît comme un dialecte au niveau local, il apparaît également comme un trait caractéristique de la globalisation contemporaine. Dans le contexte de la modernité globale, il est donc parfaitement plausible et banal d'être globalement provincial. ■

> La sociologie roumaine rattrape le temps perdu

Marian Preda et Liviu Chelcea, Université de Bucarest (Roumanie)

En partant de la distinction faite par Michael Burawoy entre *professional sociology* (sociologie universitaire), *critical sociology* (sociologie critique), *policy sociology* (sociologie appliquée) et *public sociology* (sociologie publique), on peut dire que la sociologie en Roumanie est féconde dans le domaine de la sociologie appliquée et progresse (comprenez : est plus faible) dans les trois autres types de sociologie. C'est à la fin du XIX^e siècle que la sociologie commence à être enseignée en Roumanie. Pendant la période de l'entre-deux-guerres, elle évolue pour devenir ce qui est connu comme l'École Sociologique de Bucarest (interdisciplinaire et essentiellement ethnographique). Un Congrès mondial de Sociologie, qui devait avoir lieu à Bucarest, est annulé en raison du début de la Seconde Guerre mondiale. En 1948, la sociologie est interdite, avant d'être réhabilitée en 1966 puis à nouveau interdite en 1977. Depuis 1989, plusieurs départements de sociologie ont vu le jour, et des milliers d'étudiants ont obtenu leur licence, master ou doctorat en sociologie.

Au cours des deux dernières décennies, la sociologie roumaine a donné au pays trois ministres du Travail, deux présidents du Parlement et nombre de députés et conseillers politiques de haut niveau. De nombreux analystes politiques, journalistes, instituts de sondage et hauts responsables ont contribué à donner une image publique positive de la profession de sociologue en Roumanie. Pourtant, jusqu'à récemment, rétablir le lien de la sociologie roumaine avec la sociologie internationale n'a pas compté au nombre des priorités. Jusqu'au Congrès Mondial de l'ISA de 2010 à Göteborg (auquel ont assisté plus de 30 sociologues roumains), la Roumanie était habituellement sous-représentée dans les manifestations internationales de ce type. Ceci semble s'inscrire dans une tendance plus générale – suivant les documents recensés par un service bibliométrique (SCImago), la contribution des sciences sociales roumaines est passée de 0,02% de la production mondiale en 1996 à 0,15% en 2008 et à 0,44% en 2010 (<http://www.scimagojr.com/countrysearch.php?area=3300&country=RO&w=>).

Outre la participation ponctuelle de sociologues originaires de Roumanie dans certaines grandes revues internationales de sociologie (comme *Current Sociology* et *Social Forces*), une autre tendance à signaler est la création de nouvelles revues scientifiques avec comité de lecture, dont la portée est internationale. *L'International Review of Social*

Research (www.irsr.eu) en est un exemple : les prochains numéros spéciaux traiteront de sociologie de l'environnement, de biens culturels et de consommation dans les pays du Sud Global, d'économie sociale, de modes de vie et de tourisme. La revue réunit des articles de spécialistes en sciences sociales aussi importants que Jean-Claude Kaufmann, Michael Redclift et Zygmunt Bauman ainsi que des anthropologues Richard Handler et Daniel Miller.

En 2008, l'Association des Sociologues Roumains, qui rassemble de nombreux sociologues à la fois académiques et praticiens issus d'universités et d'instituts de recherche privés, a mis en place une nouvelle organisation professionnelle, la Société Sociologique de Roumanie (SSR, <http://societateasociologilor.ro/en>). Celle-ci compte désormais plus de 400 membres. Le I^{er} Colloque International de la SSR, qui s'est tenu à Cluj-Napoca en 2010 sur le thème *Renouveler le Social : Nouveaux Risques et Nouvelles Solidarités* (<http://cluj2010.wordpress.com/>), a donné lieu à quelque 200 communications. Les sujets les plus souvent traités concernaient les migrations, les organisations, les questions urbaines, les problèmes sociaux et les politiques sociales, la psychologie sociale, mais beaucoup d'intérêt a également été porté à l'étude des valeurs sociales, à la méthodologie des sondages et aux transformations post-socialistes.

Le II^e Colloque International, intitulé *Au-delà de la Mondialisation ?*, aura lieu en juin 2012 et les propositions pourront être envoyées à partir de la mi-septembre 2011. De plus amples détails sont disponibles sur le site (<http://www.societateasociologilor.ro/en/conferences/conference2012>). Le colloque tentera de faire le point sur la fin du cycle historique qui a profondément modifié la sociologie au cours des 30 dernières années. En prenant en considération les événements marquants de ces dernières années (comme les attentats du 11 septembre et la crise financière internationale), le colloque cherchera à analyser quelles sont les tendances du néolibéralisme et de la globalisation qui vont disparaître et quelles sont celles qui vont se maintenir. ■

> Les méandres de la sociologie péruvienne

Nicolás Lynch, Université Nationale de San Marcos, et ancien Ministre de l'Éducation du Pérou

La sociologie péruvienne existe actuellement à la fois comme discipline scientifique et comme activité professionnelle. Cependant, elle ne bénéficie pas de solides institutions, et souffre d'un manque de reconnaissance et d'influence. Au Pérou, la sociologie s'est développée en quatre étapes : l'intérêt pour les questions sociales, le développement de la sociologie comme profession, la détérioration de la situation de la sociologie au sein des ONG, et le retour d'une sociologie critique.

> L'intérêt pour les questions sociales

L'intérêt pour les questions sociales a été à la base d'une réflexion intellectuelle au Pérou depuis le tournant du XX^e siècle. Mais à l'époque, cet intérêt se traduit essentiellement par de nombreux écrits pour analyser les choix auxquels est confronté le pays et par les efforts pour dessiner, dans les grandes lignes, la direction que devrait prendre l'évolution, le développement et la transformation du Pérou. Pour la première fois, les penseurs de cette première période commencent à poser des questions fondamentales pour le Pérou. Certains sont associés à la droite conservatrice et expriment les positions de l'oligarchie dominante, d'autres sont issus de cette gauche réformatrice et révolutionnaire qui a commencé à émerger et à produire ses premiers grands intellectuels. À droite, on retiendra les noms de José de la Riva Agüero, Francisco García Calderón et Víctor



| José Carlos Mariátegui, 1894–1930.

Andrés Belaúnde ; à gauche, ceux de Manuel González Prada, Víctor Raúl Haya de la Torre et José Carlos Mariátegui.

C'est à cette époque, plus précisément en 1896, que la sociologie fait son entrée à l'université, au sein du Département de Lettres de l'Université de San Marcos. L'enseignement proposé contribue peu à l'analyse des problèmes propres au pays et s'attache à suivre les postulats de Comte et de Spencer pour développer une explication théorique du développement social. Curieusement, lors de cette première étape, les liens entre l'analyse des problèmes sociaux et la sociologie sont limités, alors même que dans les décennies qui suivront, la première jouera un rôle capital dans le développement de la seconde.

> Le développement de la sociologie comme profession

Ce n'est qu'en 1961 que la sociologie devient une profession au Pérou, avec la création du Département de Sociologie de l'Université de San Marcos. Quelques années plus tard, en 1964, l'Université Pontificale Catholique met également en place une Faculté des Sciences Sociales qui comprend une spécialisation en sociologie. L'aide et l'influence étrangères sont dans les deux cas importantes : l'Université de San Marcos reçoit alors des subventions de l'UNESCO, et l'Université Catholique en reçoit du gouvernement des Pays-Bas. Au début, le structuro-fonctionnalisme en provenance des États-Unis exerce une grande influence à la fois sur l'enseignement et la recherche en sociologie. Le tournant technocratique, qui a pour ambition de « résoudre les problèmes sociaux spécifiques », va être déterminant pour le développement de la sociologie académique.

Cependant, cette sociologie technocratique s'est presque immédiatement transformée du fait de l'influence nouvelle du marxisme sur le mouvement étudiant et sous l'impulsion des idées gauchistes en Amérique latine, qui allaient favoriser le développement de la pensée critique. Ce moment marque également l'arrivée au pouvoir, à la suite d'un coup d'état militaire, d'un gouvernement gauchiste et nationaliste qui, bien qu'étant une dictature, allait considérablement augmenter le nombre d'emplois ouverts aux socio-

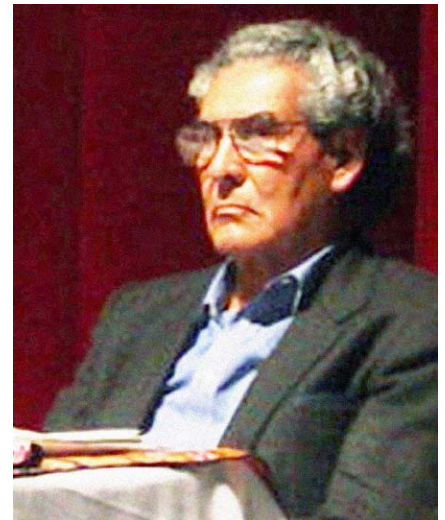
>>

logues. On était en 1968, une année marquante au Pérou comme partout dans le monde. Ce changement allait donner à la sociologie l'identité révolutionnaire qui sera la sienne tout au long des décennies suivantes, au moins jusqu'au moment de la régression néo-libérale des années 90. L'influence marxiste, en écartant l'orientation technocratique qui prévalait auparavant, a mis la sociologie au service de ce qui était alors considéré comme la transformation révolutionnaire de la société. Au cours des années 70, cette nouvelle orientation ainsi qu'un marché du travail plus favorable portent la sociologie péruvienne à son apogée. À cette époque-là, non seulement de nouveaux cursus en sociologie sont créés dans plusieurs universités, mais les sociologues sont également embauchés par différentes institutions gouvernementales, faisant avancer les réformes du gouvernement militaire. La recherche en sociologie connaît alors des développements importants, en particulier dans le domaine de la politique et dans la caractérisation du développement capitaliste qui est alors à l'œuvre dans le pays. La profession gagne en prestige, signe des temps qui changent.

L'attrait du marxisme ne reposait pas seulement sur ses perspectives internationales ; il représentait également un retour aux précurseurs progressistes dans le domaine de la sociologie, ceux des premières décennies du XX^e siècle, en particulier à la figure de José Carlos Mariátegui, dont les œuvres paraissent alors dans de nouvelles éditions. Son héritage a suscité un vaste débat, notamment au travers des importantes interventions du sociologue péruvien César Germaná et de l'Argentin José Aricó, qui n'était pas lui-même un sociologue de profession mais n'en était pas moins une figure clé de l'époque. En tant qu'analyse critique, l'influence du marxisme est toutefois restée limitée, mises à part certaines exceptions, en particulier celle de la revue *Sociedad y Política (Société et Politique)*, dirigée par Aníbal Quijano, avec son analyse mémorable du gouvernement militaire des années 70. La revue *El Zorro de Abajo*, dirigée par l'anthropologue Carlos Iván

Degregori mais menée par un comité de rédaction principalement composé de sociologues, a été également importante dans les années 80. L'un de ses membres, Sinesio López, était particulièrement influent. Se situant dans la ligne de pensée d'Antonio Gramsci, ses écrits proposaient une perspective intéressante pour comprendre le développement de l'État et les caractéristiques des mouvements sociaux émergents. Julio Cotler présentait quant à lui un mélange peu commun de pensée marxiste et weberienne centré sur la construction de l'État-nation et le manque de légitimité du pouvoir oligarchique au Pérou. Son principal ouvrage, *Clases, Estado y Nación en el Perú* a connu plusieurs rééditions depuis sa publication en 1978.

L'autre aspect du marxisme, qui allait finalement exercer le plus d'influence en sociologie et dans les sciences sociales péruviennes en général, a été le marxisme-léninisme. Ce marxisme dogmatique allait de pair avec l'influence croissante de la branche maoïste du mouvement communiste, très influente au sein des universités publiques dans les années 70 et 80, en particulier dans celles où la sociologie était enseignée. Le marxisme dogmatique a cherché à refondre les programmes d'enseignement en sciences sociales, attendant des professeurs qu'ils soient tous des intoxiqués de la politique dont les références bibliographiques se limiteraient aux manuels de l'ancienne Académie des Sciences soviétique et aux œuvres choisies de Marx, Lénine et Mao. La domination intellectuelle de ce marxisme dogmatique a coïncidé avec des années de violence politique au Pérou, durant lesquelles l'insurrection menée par le mouvement maoïste du Sentier lumineux a coûté au pays 12 années de guerre intestine et quelque 70.000 morts. Cette conversion a pratiquement sonné le glas de la sociologie au Pérou, en réduisant de manière drastique son influence en tant que savoir professionnel et sa présence dans les institutions publiques, et en la marginalisant sur le plan intellectuel. Plusieurs universités publiques et privées suppriment alors leurs spécialisations en sociologie. La sociologie ne conserve un certain



| Aníbal Quijano.

niveau que dans les deux établissements d'origine : l'Université de San Marcos et l'Université Catholique. Il va sans dire que cet effondrement de la discipline s'accompagne pour les sociologues d'une dégradation de leur situation au plan individuel et professionnel, en même temps que se pose pour chacun la question de leur survie.

> La détérioration de la sociologie au sein des ONG

Pendant les années 80 et 90, les ONG sont devenues un important lieu de refuge pour les professionnels de la sociologie. Elles ont littéralement servi de refuge, d'abord au cours des années de guerre intestine (les années 80) puis de la dictature néo-libérale de Alberto Fujimori (années 90). À l'époque, l'identification de la sociologie avec la gauche, et, pire encore, avec la révolution, a porté préjudice à la discipline. La demande en sociologues diminue considérablement, surtout dans le secteur public mais aussi, comme nous l'avons mentionné plus haut, parce que différentes universités ont cessé de proposer des cursus de sociologie. Les ONG étaient formées, en partie, par des sociologues qui mettaient en place des petits projets de développement et obtenaient l'aide financière de sympathisants à l'étranger. Ce type de travail avait l'avantage d'aider de nombreux sociologues à se développer au niveau professionnel tout en gardant des liens étroits avec les besoins sociaux du moment. Mais la sociologie se retrouvait sans

grands penseurs, ce qui a limité ses possibilités de développement dans le domaine intellectuel. Ceci est devenu d'autant plus vrai que l'aide financière provenait de plus en plus d'institutions multilatérales comme la Banque Mondiale, imposant l'influence de ce qu'on appelle le Consensus de Washington. L'hégémonie de cette forme de pensée a conduit à la « subalternisation » des catégories sociales les plus en difficulté. Le fait que la catégorie de la pauvreté ait presque intégralement remplacé celle de l'inégalité en constitue probablement l'exemple le plus parlant.

Dans un registre plus positif, une association professionnelle est créée dans le courant des années 90 : le Collège des Sociologues Péruviens. Ce Collège a représenté une référence pour les sociologues et la sociologie. Bien qu'encore en cours de développement, il a permis de rassembler des professionnels de la sociologie et de les habiliter pour l'application de la sociologie à de nouveaux domaines d'étude et d'intervention.

> La sociologie depuis le retour à la démocratie

Le retour de la démocratie au Pérou en l'an 2000 a coïncidé avec un basculement à gauche en Amérique latine qui a eu des répercussions à la fois culturelles et politiques. Des espaces s'ouvraient pour le développement des sciences sociales, en particulier pour la sociologie, mais pas autant au Pérou, où la démocratie ne s'accompagnait pas d'un basculement à gauche (du moins jusqu'aux dernières élections, en 2011). La tension entre le tournant technocratique des années 90 et la sociologie critique se poursuit, sans aucune solution en vue. Paradoxalement, dans les débats théoriques, le tournant technocratique conduit à défendre obstinément la sociologie comme une extension des sciences naturelles. La sociologie critique reste quant à elle

limitée au domaine de l'engagement intellectuel. De nouvelles idées ont néanmoins été développées dans les programmes universitaires, à la fois aux niveaux master et doctorat, lesquels ont proliféré au cours des 15 dernières années. Mais, de même que pour les cursus de sociologie qui avaient proliféré à l'université dans les années 70, la qualité de ces programmes se révèle très inégale. Il y a eu cependant un certain nombre de mémoires de master et quelques thèses de doctorat basés sur des travaux de recherche intéressants, dans les domaines de la sociologie urbaine, de la culture, et sur les questions liées à la condition des femmes. L'empreinte dogmatique du marxisme-léninisme semble avoir été bel et bien enterrée, sans possibilité de refaire surface.

Il est cependant important de mentionner un nouveau paradigme, conçu par Aníbal Quijano sous l'inspiration d'Immanuel Wallerstein, et c'est celui de la « colonialité du pouvoir ». Cette critique s'inscrit dans la continuité du travail de José Carlos Mariátegui. Quijano soutient que le Pérou participe à un type de capitalisme imposé par la métropole aux pays d'Amérique latine, qui les condamne à un rôle éternellement subsidiaire. Fondé sur un vieux modèle d'État-nation, l'État est incapable de s'identifier avec ce que sont ses propres nationaux et conserve une vision eurocentrique et fondamentalement évolutionniste. Quijano suggère que la modernisation, ou le marxisme-léninisme, n'ont pas réussi à entraîner le développement du pays. Il propose de penser la région en tant que région du Sud Global, ce qui permettrait à ses habitants de se réapproprier une identité, et d'établir leur propre système politique et de développement économique. Ceci prend aujourd'hui d'autant plus de sens qu'une nouvelle possibilité d'autonomie s'ouvre pour cette partie du monde. D'autres ont rejoint Quijano pour commencer à reconstruire la discipline : César Germaná pour la

méthodologie ; Sinesio López pour la politique et notamment les questions de citoyenneté ; Gonzalo Portocarrero et Pedro Pablo Ccopa pour l'éducation et la culture ; et Alberto Adrianzen pour le basculement à gauche de l'Amérique latine.

> Conclusion

La sociologie péruvienne a connu un développement limité, tant sur le plan académique que professionnel. Les grands courants de pensée restent à l'état embryonnaire et ne sont généralement représentés que par quelques personnalités intellectuelles. Sur le plan des institutions, son développement est largement cantonné à l'enseignement universitaire, la plupart du temps à un niveau de base. Il n'existe pas de centres de recherche en sociologie qui méritent d'être signalés, ou de projets qui permettraient de rassembler différents spécialistes. Il n'en reste pas moins que la sociologie péruvienne est parvenue à écarter la menace de destruction que l'emprise dogmatique du marxisme-léninisme puis du néo-libéralisme ont fait peser sur elle dans les années 80 et 90. Survivre à ces menaces lui a permis de réapparaître dans des domaines de recherche spécifiques et de développer des niches de savoir professionnel. Mais – et c'est ce qui apparaît comme le plus important – aujourd'hui la sociologie péruvienne se maintient sous la forme d'un savoir critique. C'est en tirant parti du contexte émergent actuel, marqué par le virage progressif qui s'opère dans les domaines de la culture et de la politique, qu'elle pourrait trouver les moyens de contribuer à une nouvelle autonomie régionale et à une nouvelle forme de développement pour l'ensemble de l'Amérique latine. C'est là que résident les potentialités pour de nouveaux développements et un avenir différent. ■

> Ulf Himmelstrand (1924-2011), le père de la sociologie au Nigéria

Ayodele Samuel Jegede, Professeur et Directeur du Département de Sociologie de l'Université de Ibadan (Nigéria), et membre de l'ISA



Commémoration en hommage à Ulf Himmelstrand.
Photo de Ayodele Samuel Jegede.

Le père de la sociologie au Nigéria, Ulf Himmelstrand (1924-2011), est mort le 8 juin dernier à l'âge de 87 ans, dans sa ville d'Uppsala, en Suède. Himmelstrand est né et a passé une grande partie de son enfance en Inde (où son père était missionnaire pour l'Église de Suède), bien qu'il ait fait une partie de sa scolarité en Suède. Inévitablement, cela lui a donné un statut un peu à part dans chacun des deux pays. Les hasards de son parcours universitaire le conduisent par la suite vers d'autres destinations à l'étranger, où d'importants bouleversements sociaux sont en cours – au Nigéria pendant la guerre du Biafra, et dans la Californie des années 60, en pleine révolution étudiante. Ces expériences ont certainement influé sur sa sociologie.

En 1960, Himmelstrand, étudiant prometteur, termine sa thèse de doctorat intitulée « Pressions sociales, mentalités, et processus démocratiques ». Jusque-là, il enseignait à l'Université de Uppsala, où il devient maître-assistant (1960-1964), avant d'aller enseigner à l'Université de Ibadan, au Nigéria, où il devient le premier Directeur du tout nouveau Département de Sociologie.

Jusqu'à l'indépendance du Nigéria en 1960 et encore plusieurs années après, l'enseignement de la sociologie au Nigéria était extrêmement limité – principalement des cours d'anthropologie sociale coloniale à l'Université de Ibadan et à l'Université du Nigéria de Nsukka. Parmi les stratégies audacieuses du premier recteur de l'Université de Ibadan, le grand Kenneth Dike, pour élever celle-ci au niveau des standards internationaux, figurait son projet de décoloniser l'anthropologie sociale et de faire entrer la sociologie classique à l'Université. En collaboration avec une équipe de la Fondation Rockefeller, Kenneth Dike recrute alors un sociologue suédois de 40 ans répondant au nom impossible de Ulf Himmelstrand, pour être le premier Directeur d'un Département de Sociologie à part entière à l'Université de Ibadan.

Avant son arrivée en août 1964, Himmelstrand s'était déjà fait un nom grâce à ses recherches menées au Sri Lanka et en Suède. À Ibadan, il fait la connaissance de deux excellents spécialistes, Francis Olu Ikediji et Albert Imhiosen, bientôt

rejoints par Ruth Murray, une anthropologue sociale britannique, et Paul Hare, un psychologue social américain. Himmelstrand succède à Peter Lloyd, qui dirigeait le sous-département de Sociologie jusqu'en 1960 – un sous-département qui avait été créé au sein du Département d'Économie –, et pose les bases de l'excellence dans la poursuite des études sociologiques. Peter Ekeh et Stephen Imoagene (aujourd'hui des professeurs renommés) ont été parmi ses premiers étudiants de troisième cycle.

Ulf Himmelstrand a attiré beaucoup d'étudiants vers la sociologie. Il décolonise les programmes d'enseignement pour parvenir à une sociologie beaucoup plus respectueuse des différentes cultures du Nigéria. Dès sa première année à Ibadan, il apporte ce qui enthousiasme le plus le personnel administratif d'une université : un programme de recherche international assorti d'un financement généreux. Au cours de « l'été » (les grandes vacances) de 1965, le Département de Sociologie accueille un groupe de travail international consacré à la recherche en culture politique, qui est l'occasion de faire venir à Ibadan des spécialistes renommés de sciences sociales, en provenance des États-Unis, d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie, y compris les initiateurs du programme de recherche : Sidney Verba (Université de Stanford) et Robert Sommers (Université de Californie, Berkeley). La section nigériane est dirigée par Himmelstrand, et c'est la première recherche en sciences sociales de grande envergure qui est menée au Nigéria. En 1965-67, ses recherches sur le terrain recouvraient l'ensemble des régions du pays. Fort heureusement, cette tradition de recherche de grande envergure s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui au sein du Département de Sociologie de Ibadan.

Himmelstrand a dirigé les travaux de plusieurs jeunes chercheurs qui sont maintenant réputés dans le monde entier. Parmi la première génération à avoir été formée par l'érudit suédois, citons les professeurs Peter Ekeh, Stephen Imoagene, Ekundayo Akeredolu-Ale, Samson Oke, Simi Afonja, Adesuwa Emovon, Martin Igbozurike et Layi Erinosh. Les professeurs Adigun Agbaje et Eghosa Osaghae ont eu par la suite l'occasion de travailler avec lui sur le livre *African Perspectives on Development* (1994).

Il a eu une influence considérable dans son domaine. Il a été Président de l'ISA entre 1978 et 1982 et s'est assuré que le Congrès Mondial de l'association se tienne dans sa ville d'Uppsala, en 1978.

Toute sa vie, il a été un africaniste, un théoricien, un positiviste et, dans une certaine mesure, un marxiste avec un intérêt particulier pour la psychologie sociale. Himmelstrand était un intellectuel accompli. Il a compté pour beaucoup de gens et exercé une grande influence. En 1989, il est nommé Professeur émérite de Sociologie à l'Université de Uppsala. Il a été enterré le 12 juillet, dans sa ville. Puisse son âme reposer en paix. ■

> Hommage personnel à Ulf Himmelstrand

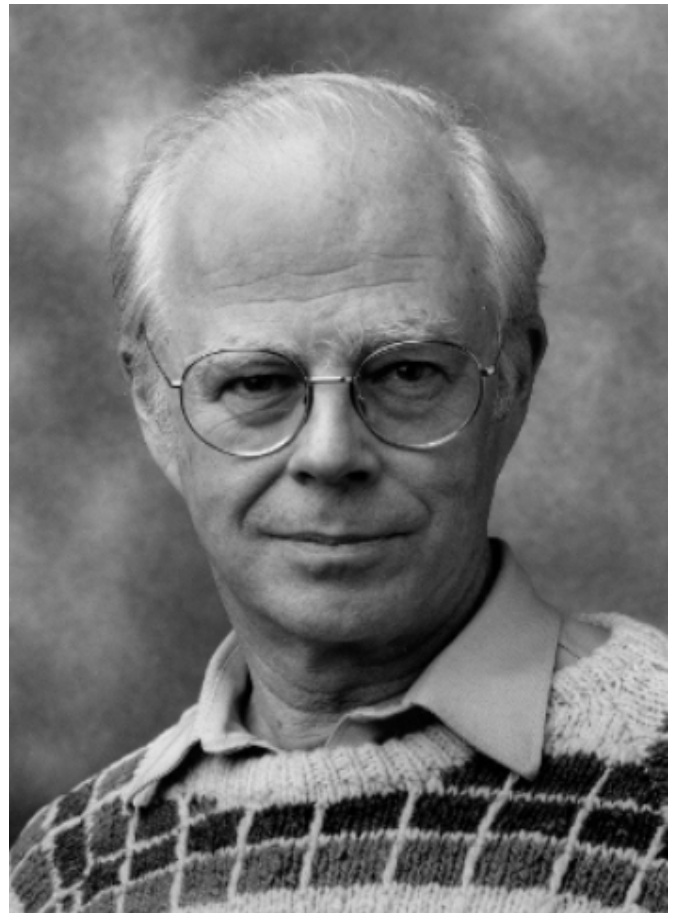
Margaret Archer, Université de Warwick (Royaume-Uni), et ancienne Présidente de l'ISA

Avec la mort de Ulf Himmelstrand le 8 juin 2011, le monde de la sociologie a perdu l'un de ses amis les plus nobles et les plus dévoués. Pour lui, la « globalisation » n'était ni un simple concept ni une cause, c'était quelque chose qu'il vivait. Parce qu'il n'infligeait jamais le récit de sa vie aux autres, il nous faut, à partir des récits de ceux qui l'ont partagée de près, rassembler les témoignages de son engagement.

Ceci s'applique particulièrement aux années qu'il a passées à l'Université de Ibadan en tant que directeur du Département de Sociologie, au milieu des années 60. Son amour de l'Afrique en général et du Nigéria en particulier était évident mais ce qu'il a fait pour le Nigéria n'était pas quelque chose qu'il aurait lui-même caractérisé en utilisant les termes pompeux de « décolonisation de l'anthropologie et de la sociologie ». Et pourtant, c'était bien de cela qu'il s'agissait – une tâche qu'il a en partie accomplie à travers son enseignement, ses recherches et la révision des programmes à Ibadan, mais de façon importante aussi à travers son engagement dans la promotion d'une génération de jeunes et brillants étudiants nigériens tout au long de leur parcours universitaire. Dans la notice nécrologique publiée dans l'édition du 26 juin 2011 du journal *The Guardian*, Peter Ekeh a rendu un hommage personnel à cette fidélité et au caractère durable de ce soutien, et nombreux sont ceux qui y retrouveront leur propre expérience.

L'amour que cet africaniste portait à l'Afrique s'est toujours maintenu. Quand presque un quart de siècle plus tard, à l'occasion de l'un de ses nombreux séjours en Afrique, il a été attaqué et gravement blessé, les messages qui suivirent ne contenaient aucun mot d'apitoiement sur son sort ou des récriminations et se contentaient de détailler en termes pratiques et posés comment il réapprenait à se débrouiller avec le clavier et poursuivait son travail.

Encore une fois, bien avant que Roland Robertson n'invente le terme de « glocalisation », Ulf en faisait l'expérience à travers son réseau mondial, toujours en activité, basé dans la petite ville de Uppsala, et par l'intermédiaire des visites qu'il recevait régulièrement de ses amis nigériens. Parallèlement, en tant que Vice-Pré-



| Ulf Himmelstrand, 1924-2011.

sident de l'ISA (1974-78), il tenait particulièrement à amener le Congrès Mondial de l'association à Uppsala en 1978, dans des locaux qui pouvaient pourtant tout juste l'accueillir ! Il voulait en faire un événement inoubliable, qui permettrait de présenter la sociologie internationale à la Suède et plus généralement à la Scandinavie. Parce qu'il était aussi un théoricien passionné, critique tout à la fois du fonctionnalisme contemporain et du marxisme, l'un des points culminants du Congrès devait être un débat entre Parsons et Poulantzas. Le débat, programmé en soirée pour éviter de faire concurrence au reste de la programmation, devait avoir lieu dans une salle assez vaste mais éloignée. Malheureusement, alors que des centaines d'entre nous avions marché sous la pluie pour assister à cet événement, le Président se vit dans la triste obligation de nous lire

deux télégrammes de la part de ces deux géants de la sociologie, expliquant leur impossibilité d'être présents. On ressortit les parapluies avant de rebrousser chemin sous une pluie battante. Trempée jusqu'aux os et alors qu'il me restait la plus grande partie du trajet à faire, je pris conscience avec irritation qu'une voiture me suivait de près. La voiture arriva finalement à ma hauteur et Ulf me sauva des intempéries puis continua la route pour vérifier que le reste de ses brebis mouillées étaient saines et sauvées.

Pendant ses années à la présidence de l'ISA (1978-82), j'ai continué à travailler en étroite collaboration avec lui, étant donné mon rôle dans les Publications. Les réunions du Comité Exécutif pouvaient se poursuivre jusqu'au petit matin avec des débats qui s'animaient au fur et à mesure que les heures de sommeil diminuaient. Seuls deux des Présidents avec lesquels j'ai travaillé avaient cette capacité de dissiper des explosions potentielles grâce à leur esprit raisonnable et tempéré : Tom Bottomore et Ulf Himmelstrand. Ulf avait un équipement particulier pour l'assister. C'était le temps maintenant révolu des bureaux enfumés, et Ulf avait l'habitude de s'asseoir face à tout son attirail incontournable de fumeur de pipe : son râtelier avec ses huit pipes dont je n'ai jamais percé les mérites respectifs ; le matériel indispensable pour bourrer, curer et nettoyer (là encore, incompréhensible) ; et différentes boîtes de tabac. Il s'agissait d'accessoires de scène nécessaires au fonctionnement d'un rituel qui n'avait pas grand-chose à voir avec la pollution de la salle de réunion. Une personne rationnelle aurait bien pu se demander comment un tel équipement était nécessaire à une si petite satisfaction. Mais il s'agissait d'autre chose. Lorsque l'atmosphère se tendait, Ulf s'absorbait de plus en plus dans ses opérations d'excavation à l'aide d'un cure-pipe avant de lever les yeux pour livrer tout en douceur les éléments nécessaires à un consensus. Tout au long de ces années, je ne l'ai jamais entendu élever la voix (ou en avoir besoin), et ses formules n'étaient pas simplement pacifiques, elles nous portaient en avant.

Avec Ulf, la collégialité était aussi source d'amitié. On se rendait visite à la maison tout comme on se voyait dans des réunions officielles. Une fois, il donnait une conférence en Angleterre et, suivant son habitude, avait apporté son vélo. Il proposa de passer nous dire bonjour dans notre maison des environs d'Oxford. C'est ce qu'il fit, en parcourant à vélo quelque 60 miles depuis l'Open University et, fidèle aux coutumes suédoises, il se présenta avec un cadeau. Il s'agissait d'un poème pastoral à la gloire des haies du nord du comté d'Oxford, écrit en anglais alors qu'il pédalait. Des années après, à chaque fois que passait un cycliste près de notre porte, mes deux jeunes fils se précipitaient tout excités dans mon bureau en proclamant « Oulf ! Oulf est de retour ! ».

En tant qu'ami, Ulf a toujours été présent. Il a été le premier à me féliciter quand j'ai prononcé mon dernier discours en tant que Présidente de l'ISA, à Madrid en 1990, et suivant son habitude, il l'a fait sans fioritures mais avec une chaleureuse accolade. Il m'arrivait de tomber sur des critiques généreuses qu'il avait écrit sur mon travail, sans jamais me les annoncer ou me les envoyer. Mais, contrairement à d'autres, il était évident qu'il avait lu chacun de mes livres du début jusqu'à la fin.

Il nous a maintenant quittés, et m'a laissée avec le regret de ne jamais lui avoir dit à quel point son amitié avait été précieuse pour moi. Si j'ai plus centré ce bref hommage sur les qualités de Ulf en tant que personne plutôt que sur l'étendue de ses contributions à la sociologie, c'est parce que, aussi importantes et durables que puissent être ces dernières, il me semble que sa plus grande réussite est d'avoir été reconnu universellement comme l'un des hommes les plus aimables qu'il soit donné de rencontrer. ■

> Le patriarcat remis en cause dans le Caucase du Sud

Gohar Shahnazaryan, Université d'État d'Erevan (Arménie)

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a marqué le point de départ d'une nouvelle étape exaltante pour le mouvement féministe en Arménie et dans toute la région du Caucase du Sud. Avec l'aide d'organismes et de fonds internationaux, des organisations non gouvernementales de défense des femmes ont été créées. En 2003, nous avons fondé un groupe de jeunes femmes originaires d'Arménie et de la diaspora et avons commencé à traiter des problèmes auxquels les jeunes femmes étaient confrontées en Arménie, en Géorgie et en Azerbaïdjan. Comme nous ne disposions pas de locaux pour nous réunir, nous nous retrouvions habituellement dans un café-librairie appelé *Artbridge*, situé dans le centre-ville d'Erevan, la capitale de l'Arménie. Un an plus tard, nous avons décidé d'établir un espace dédié, pour nous-mêmes et pour d'autres jeunes femmes qui refusaient ouvertement d'être marginalisées et sous-estimées, et voulaient être entendues. Cet espace est devenu le premier centre de documentation créé par des jeunes femmes dans l'Arménie post-soviétique. Au début, nous étions hébergées sur le campus de l'Université d'État d'Erevan et faisons office de centre d'accueil pour les jeunes étudiantes.

La bureaucratie de l'université ne tarda pas à imposer à nos activités des obstacles insurmontables, exigeant que nous quittions les lieux à 18h, nous interdisant de débattre de certains sujets, comme la sexualité, la santé sexuelle et les problèmes de harcèlement sexuel à l'université. Nous avons donc été obligées



Manifestation à Erevan à l'occasion de la Journée Internationale pour l'Élimination de la Violence à l'égard des Femmes. Photo de Gohar Shahnazaryan.

de quitter les locaux de l'université et de nous faire enregistrer comme organisation non gouvernementale indépendante. Nous lui avons donné le nom de *Women's Resource Center* (www.womenofarmenia.org). Depuis 2006, notre organisation se trouve dans le centre-ville d'Erevan ; elle est ouverte à toutes les femmes, quelque soit leur âge, niveau d'études, orientation sexuelle et milieu social. Beaucoup de gens nous ont connu par le biais des séances mensuelles de formation que nous organisons sur les droits des femmes, où nous parlons de la discrimination dont elles sont victimes aussi bien dans différentes régions du monde qu'en Arménie, de l'histoire du mouvement féministe arménien, des rapports au sein du système patriarcal, du pouvoir et de la violence

exercés à l'encontre des femmes, et des fondements sociaux et culturels des différences basées sur le sexe. En dehors d'ateliers éducatifs, de cours et de publications, nous nous efforçons également de secouer l'apathie et l'indifférence de la jeunesse postsoviétique en organisant des campagnes de sensibilisation, des manifestations, des expositions collectives et des festivals. Nous mobilisons également les gens autour de nombreuses questions liées à la condition des femmes en Arménie et dans toute la région du Caucase du Sud (y compris la Géorgie, l'Azerbaïdjan et trois zones de conflit – le Haut-Karabakh, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie). Nos interventions sont généralement axées sur des sujets tabous et controversés, tels que la sexualité des femmes, la vir-



ginité ou la violence sexuelle à l'encontre des femmes. Par exemple, en 2008, nous avons organisé une manifestation artistique intitulée « Enterrons la pomme rouge ». Le rituel de la « pomme rouge », qui symbolise la virginité de la jeune mariée, est un rituel patriarcal encore pratiqué dans les petites villes et les villages d'Arménie, visant à contrôler le corps et la sexualité des femmes. Suivant ce rituel, la famille ainsi que la belle-famille de la jeune fille rendent visite aux jeunes mariés deux jours après les noces pour s'assurer que la mariée était vierge avant le mariage. Pour symboliser sa virginité, ils apportent avec eux un panier de pommes rouges.

Nous travaillons aussi sur le rôle des femmes dans les processus de consolidation de la paix. Ceci revêt une importance d'autant plus grande que la région a connu trois guerres brutales depuis 1990. De fait, nous sommes encore aujourd'hui dans une situation où il n'y « ni guerre, ni paix ». Nous nous trouvons par conséquent face à des milliers de femmes et de mères seules ainsi qu'à des milliers de réfugiées, toutes atteintes de dépression et du syndrome de stress post-traumatique. Nous avons donc ouvert une antenne dans le Haut-Kharabakh afin d'apporter aux femmes un soutien psychologique et des conseils en matière de santé. Nous avons essayé de développer des relations commerciales pour qu'elles puissent vendre leurs produits faits maison. Dans le souci de jeter des ponts après les hostilités des années de guerre, nous avons fait se rencontrer des femmes originaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan dans des endroits aussi neutres que Istanbul ou la Géorgie.

Avec nos collègues de Géorgie et d'Azerbaïdjan, nous avons organisé cette année une lecture publique des célèbres *Monologues du Vagin*, en arménien, azerbaïdjanais et géor-

gien, et même dans certains dialectes de nos langues respectives. La lecture a eu lieu à Tbilissi, la capitale de la Géorgie, en février 2011. Nous avons eu très peur que cette initiative ne soit condamnée, mais, à notre grande surprise, elle a été bien reçue, par un public d'hommes et de femmes venus écouter des histoires de femmes au sujet de la violence et de la discrimination, au sujet des corps et de la sexualité. Comme l'une des personnes présentes l'a déclaré : « c'était incroyable d'entendre côte à côte ces langues aux différentes sonorités, et d'écouter des récits sur la sexualité, le corps, l'accouchement, le viol, la découverte et ainsi de suite, de la bouche de différentes femmes aux histoires et aux expériences similaires. C'était comme si l'acte de parler effaçait les frontières entre les trois pays ».

L'une de nos réalisations les plus récentes, dont nous sommes très fières, a été de rédiger des modifications et des amendements à la loi sur la violence sexuelle du Code pénal arménien. L'avant-projet est désormais en discussion au Parlement, et nous espérons qu'il sera adopté au cours des séances de l'automne. La loi actuelle est extrêmement insuffisante. Ainsi, une agression sexuelle n'est pas classée ni punie de la même manière que d'autres délits graves.

Certes, nous rencontrons aussi beaucoup d'obstacles, essentiellement parce que nous nous positionnons toujours comme féministes, ce qui fait automatiquement de nous des « radicales » et des « femmes qui mettent en question la famille patriarcale traditionnelle ». Les gens sont généralement très étonnés d'apprendre que le mouvement féministe en Arménie n'a pas été « importé » des États-Unis ou d'Europe mais qu'il a au contraire des racines profondes dans l'histoire arménienne qui remontent aux VI^e et VII^e siècles, quand l'égalité hom-

mes-femmes était inscrite dans les lois. En dehors de l'hostilité générale, nous devons également faire face à des tensions au sein même du mouvement féministe. Dans pratiquement l'ensemble du monde postsoviétique, le mouvement féministe est malheureusement « monopolisé » par d'ex-militantes du Parti communiste passées dans le secteur non gouvernemental. À cause de cela, dans la majorité des pays de l'ex-Union soviétique, y compris les pays du Caucase du Sud, le mouvement féministe contemporain a trop souvent tendance à reproduire les éléments du système patriarcal soviétique et son mode de direction autoritaire. Il peut se révéler extrêmement réticent face aux idées et concepts novateurs. Il existe également un fossé important dans l'interprétation de notions telles que « l'organisation civique », « l'organisation de la base » et « l'activisme social » entre d'un côté les femmes plus âgées – d'anciennes militantes du Parti communiste qui dirigent des ONG féministes –, et de l'autre les femmes plus jeunes, qui ont une approche plus égalitaire et moins hiérarchique de la démocratie, de l'activisme et du changement social. En tant qu'ONG, notre objectif principal est donc désormais de continuer à renforcer la position et la confiance en soi des jeunes femmes pour qu'elles puissent participer aux actions de sensibilisation, de pression et de mobilisation en faveur des droits des femmes et de l'égalité hommes-femmes.

Voici donc les germes d'un nouveau mouvement de défense des femmes dans la région du Caucase du Sud – un mouvement fondé, d'une part, sur le développement de valeurs et principes démocratiques et, d'autre part, sur la reconnaissance de particularismes ethniques et culturels au niveau des différenciations hommes-femmes et des droits des femmes. ■

> Définir l'avenir des sciences humaines et sociales : Un projet ambitieux venu d'Afrique du Sud

Ari Sitas, Université du Cap, ancien Vice-Président de l'ISA (2002-2006), et Sarah Mosoetsa, Université de Witwatersrand (Afrique du Sud)



Le Professeur Sitas s'exprime sous le regard du Ministre Nzimande.

Alors même que les sciences humaines et sociales sont mises sous pression partout dans le monde, l'Afrique du Sud est en train d'élaborer une nouvelle Charte pour les Sciences Humaines et Sociales (SHS) qui devrait permettre de dynamiser de nombreuses filières de l'enseignement supérieur.

Le Ministre sud-africain de l'Enseignement Supérieur et de la Formation, Blade Nzimande, a chargé les sociologues Ari Sitas et Sarah Mosoetsa de définir des orientations et faire des propositions pour les sciences humaines et sociales de demain. Nous leur avons demandé de résumer leur ambitieux projet pour les lecteurs de *Dialogue Global*. Le compte rendu complet et son commentaire sont disponibles sur www.charterforhumanities.co.za

Une équipe de travail et des groupes de consultation ont été mis en place par le Département d'Enseignement Supérieur sud-africain. En élaborant cette Charte, nous voulions éviter de

nous laisser submerger par le flot des problèmes actuels. Nous ne voulions pas nous limiter à la réparation pourtant si nécessaire pour effacer l'héritage de l'apartheid : nous voulions

>>

aussi apporter un projet et une architecture adaptés pour l'avenir.

Quand les premiers pas ont été faits après l'apartheid pour organiser les méthodes pédagogiques et la recherche dont avait besoin le système d'enseignement supérieur du pays, il était urgent de répondre à ce qui apparaissait comme une exigence vitale : comme Manuel Castells l'a écrit au début du volume III de *L'Ère de l'information* (1998 ; 1999 pour la traduction française), « une économie globale, dynamique, s'est constituée aux quatre coins de la planète, reliant les gens et les activités ayant une valeur à travers le monde entier, tout en écartant des réseaux du pouvoir et de la richesse les personnes et les territoires jugés insignifiants du point de vue des intérêts dominants ».

Castells a fait un récit détaillé particulièrement alarmant des perspectives d'avenir de ceux qui étaient condamnés à rester dans un « quart monde », des nouveaux exclus, et des laissés-pour-compte de la fracture numérique. Les dirigeants sud-africains jugeaient indispensable de sombrer dans les « trous noirs du capitalisme informationnel » – la nécessité d'éviter à tout prix ce sort représentant par conséquent un objectif non négociable. Pour tous ceux qui réclamaient de sortir de l'afropessimisme, l'impératif devenait de nous sauver de nous-mêmes. Ceci s'est traduit par une politique qui a donné la priorité aux sciences et à la technologie, dans l'espoir de faire de l'université un moteur de la croissance économique.

L'importance des SHS a été minimisée, les connaissances dans ce domaine ignorées et leur financement marginalisé. En témoignent les choix du gouvernement en matière d'investissements publics, et la tendance à privilégier ce que John Higgins a appelé le modèle STEM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Management) pour récompenser la productivité de la recherche – un modèle qui

fait bien peu de cas du savoir propre aux SHS. Les critiques sont vives à l'égard des conséquences de cette focalisation exclusive, de même que des voix toujours plus nombreuses s'élèvent contre les conséquences de la « corporatisation » de l'enseignement supérieur dans l'ensemble du système éducatif mondial. Après avoir rencontré plus d'un millier d'enseignants de tous les établissements d'enseignement supérieur du pays ainsi que les parties concernées au sein du gouvernement et de la société civile, nous sommes convaincus que le savoir en sciences humaines et sociales peut devenir une référence en matière d'héritage, d'histoire, de mémoire et de sens pour une Afrique du Sud qui aspire à la paix, à la prospérité, à la sécurité et au bien-être social et économique.

Après un travail approfondi de réflexion et d'analyse, nous avons établi une série de recommandations basées sur ce que nous estimons être des principes de base. Nous avons proposé six actions clés, qui seront réalisées en deux phases successives – une première phase sur la période 2012-2015, une seconde phase sur la période 2015-2018 :

- La formation d'une Académie, d'un Institut ou d'un établissement des Sciences Humaines et Sociales – une institution spécialisée destinée à stimuler les différents domaines de recherche à travers cinq Écoles essentiellement virtuelles dans une première phase, et dans une seconde phase quatre Écoles du même type situées chacune dans une province déterminée.
- La création d'un Programme de Renaissance Africaine qui sera une version, à l'échelle du continent africain, de programmes comme SOCRATES ou ERASMUS au sein de l'Union Européenne.
- La formation d'un Centre National pour l'Éducation Permanente et les Opportunités Éducatives pour générer et préserver l'équité, l'insertion professionnelle et l'accès à l'éducation.

- La consolidation de six Projets Catalyseurs durant la première phase, qui stimuleront les différentes disciplines des SHS.

- La création des structures et des nouvelles dispositions nécessaires pour assurer l'intégrité des disciplines d'enseignement.

- La mise en œuvre durant la première phase de 14 Actions Correctives pour surmonter, une fois pour toutes, le sentiment de crise qui domine actuellement le paysage de la recherche en sciences humaines et sociales.

Nous sommes convaincus que si les recommandations de notre équipe de travail sont appliquées, les sciences humaines et sociales pourraient devenir d'ici 2030 un épicerie du savoir, de la pédagogie, des pratiques communautaires et de la responsabilité sociale en Afrique.

Nous prévoyons également que nos institutions et notre communauté scientifique pourront contribuer, sur un pied d'égalité, avec les centres d'excellence du Nord Global et du Sud Global, à la production et à la diffusion du savoir dans le monde. En partant du principe que l'enseignement supérieur et la recherche se trouvent au cœur du progrès social et économique de toute société, nous soutiendrons tous les moyens permettant à notre système de devenir un acteur essentiel de changement.

Tout ce qui précède – le fait d'être un épicerie dynamique sur le continent, d'être partenaires sur des initiatives internationales et d'être un centre clé pour les idées de progrès et de changement – se trouve au cœur de notre projet. Nous nous réjouissons que le CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique) veuille voir ce processus évoluer vers une Charte pan-africaine pour les sciences humaines et sociales. ■

> Les sociologues en début de carrière au sein de l'ISA¹

Emma Porio, Université Ateneo de Manille (Philippines) et membre du Comité Exécutif de l'ISA (2006-2014)

Juste après le XVII^e Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA qui s'est tenu à Göteborg en 2010, Michael Burawoy – qui venait d'être élu Président de l'Association – a mis en place un sous-comité destiné à en savoir plus sur le statut des sociologues en début de carrière au sein de l'ISA. Voici un résumé des résultats du questionnaire réalisé auprès des étudiants membres de l'ISA, et du rapport présenté par ce sous-comité lors de la réunion du Comité Exécutif à Mexico (23-25 mars 2011).

> Sources des données :

Le rapport du sous-comité a été élaboré à partir des sources suivantes : 1) le questionnaire électronique réalisé par Izabela Barlinska et l'équipe de l'ISA auprès des membres étudiants de l'ISA (taux de réponse d'environ 30%) ; 2) la liste des lauréats du Laboratoire de l'ISA pour les Étudiants en Doctorat sur la période 2000-2009 et le statut qu'ils ont eu par la suite au sein de l'ISA ; 3) les témoignages d'anciens doctorants du Laboratoire, membres ou non du *Junior Sociology Network* (JSN, Réseau de Jeunes

Sociologues) ; 4) le e-groupe du JSN ; 5) les organisateurs du Laboratoire d'Étudiants en Doctorat ; 6) les messages des dirigeants du JSN au Président de l'ISA Michel Wiewiorka puis à son successeur Michael Burawoy. Le questionnaire électronique reposait sur les variables socio-démographiques de base (âge, sexe, année d'obtention de la licence, adresse électronique et postale, pays où ont été réalisées les études supérieures, dernière année d'études supérieures, et situation professionnelle).

Dans notre Association, qui sont ces sociologues en début de carrière ? Parmi les 5053 membres de l'ISA, 830 – soit 16% – sont des sociologues en début de carrière.² Il s'agit de membres de l'ISA qui ont acquitté leur cotisation à l'Association au tarif étudiant, et qui sont pour la plupart en master ou doctorat, ou ont récemment terminé leurs études. Ils rentrent dans la catégorie « étudiants » pour un maximum de 4 ans après avoir obtenu leur dernier diplôme universitaire. En termes de classification économique en fonction de leur pays d'origine, on observe une distribution semblable à

celle des membres de l'ISA dans leur ensemble : 507 d'entre eux proviennent de pays de la catégorie A, 245 de pays de la catégorie B, et 78 de pays de la catégorie C.

Parmi les 253 membres qui ont répondu au questionnaire, 138 étaient des femmes (soit 55%), et 115 des hommes (soit 45%). La majorité (80%) étaient des étudiants en doctorat, les autres ayant récemment obtenu leur doctorat (14%) ou master (4%). Seule une des personnes sondées était alors en licence de sociologie. La plupart des étudiants de troisième cycle faisaient leurs études dans leur pays d'origine. La majorité des étudiants en doctorat (54%) et ceux qui sont titulaires d'un doctorat (78%) ont déclaré avoir un emploi stable, contre seulement la moitié des titulaires d'un master.

Pour l'ISA, l'une des réserves potentielles de nouveaux membres est constituée par d'anciens participants au Laboratoire d'Étudiants en Doctorat (130) ou des lauréats et finalistes du Concours Mondial pour les Jeunes Sociologues (environ 45). Mais entre 2000 et 2009, parmi les

130 participants aux Laboratoires d'Étudiants en Doctorat, seuls la moitié (64) sont devenus membres de l'ISA et seuls 34 l'étaient encore en novembre 2010.

À l'occasion du XVI^e Congrès Mondial de l'ISA de 2006 à Durban, les participants à l'Atelier des Jeunes Sociologues de l'ISA ont constitué leur propre Réseau de Jeunes Sociologues (JSN). Depuis sa fonda-

tion, le JSN a été à l'initiative de nombreuses activités spécialement destinées à ses membres, comme l'organisation de sessions spéciales pour les jeunes sociologues au Forum de Barcelone de 2008 et au Congrès Mondial de Sociologie de 2010 à Göteborg. Mais comme tant d'autres, ils rencontrent des difficultés pour organiser des sessions et mobiliser les ressources nécessaires leur permettant de par-

ticiper à ces événements mondiaux. C'est pourquoi ils voudraient que leurs activités bénéficient d'un plus grand soutien et soient mieux intégrées aux grandes rencontres internationales de l'ISA.

En se basant sur le questionnaire électronique et les interviews réalisées auprès des membres du JSN, le sous-comité a adressé à l'ISA les recommandations suivantes :

1. Organiser l'accueil des sociologues en début de carrière lors des grandes rencontres internationales de l'ISA (par ex. au Forum de 2012 à Buenos-Aires et au Congrès Mondial de Sociologie de 2014 à Yokohama), afin qu'ils puissent rencontrer les dirigeants de l'ISA et d'autres sociologues seniors confirmés.
2. Les séances organisées par le JSN devraient être intégrées au programme des grandes rencontres internationales de l'ISA.
3. Les séminaires et ateliers consacrés à l'avancement professionnel des sociologues en début de carrière (par ex., sur comment rédiger des articles pour des revues scientifiques et faire en sorte qu'ils soient publiés etc) devraient toujours figurer au programme des grandes rencontres internationales de l'ISA.
4. La direction de l'ISA devrait vivement encourager les Comités de Recherche (CR), les Groupes Thématiques et Groupes de Travail (GTT), les Associations Nationales et les autres membres collectifs à apporter un soutien actif aux sociologues en début de carrière, en particulier aux colloques, forums et congrès de l'ISA. (Des données provenant du Comité des Finances et des Adhésions montrent que, dans la pratique, la plupart des CR et des GTT accordent un traitement de faveur aux membres issus de pays des catégories B et C, en particulier à ceux qui débutent leur carrière, par le biais, notamment, de bourses de voyage pour se rendre aux colloques de l'ISA).
5. Les organisateurs du Laboratoire d'Étudiants en Doctorat de l'ISA et le Concours Mondial pour les Jeunes Sociologues devraient vivement encourager les participants à devenir membres de l'ISA.
6. Le secrétariat de l'ISA devrait organiser un suivi des sociologues en début de carrière qui participent à une rencontre de l'ISA, afin d'entretenir leurs liens avec l'Association.
7. Les statuts et le règlement intérieur de l'ISA devraient être revus afin que soit reconnue l'importance d'intégrer des sociologues en début de carrière au sein de l'ISA. ■

¹ Cet article est en partie basé sur le « Rapport du sous-comité des sociologues en début de carrière » que la Présidente du sous-comité (Emma Porio) a présenté au Comité Exécutif réuni à Mexico le 24 mars 2011. Nous remercions en particulier le Secrétariat de l'ISA – Izabela Barlinska et son équipe – d'avoir réalisé le questionnaire électronique, et les autres membres du sous-comité, Michelle Hsieh, Jan Fritz et Yoshimichi Sato, pour leurs contributions écrites.

² Nous employons l'expression « sociologues en début de carrière » car certains sociologues qui débutent leur carrière et ont vraiment besoin d'aide ne sont pas pour autant jeunes ou « juniors ».

> Women's Worlds, Mondes des femmes

Ann Denis, Université d'Ottawa (Canada), Présidente du CR05 et ancienne Vice-Présidente pour la Recherche à l'ISA (2002-2006)

Women's Worlds (Mondes des Femmes), une conférence internationale interdisciplinaire sur les femmes qui se tient tous les trois ans dans différentes régions du monde, a été accueillie cette année par l'Université Carleton et l'Université d'Ottawa, avec le soutien de l'Université du Québec en Outaouais et de l'Université St Paul. L'édition 2011 a eu lieu à Ottawa-Gatineau, du 3 au 7 juillet. Les 2000 participantes, les quelque 800 présentatrices et les 92 pays représentés mettent en relief la dimension internationale de la conférence, dont la séance plénière quotidienne était complétée par une multitude de séances simultanées (souvent jusqu'à 30 séances pour chacun des trois créneaux horaires quotidiens). Les participantes, issues du milieu universitaire ou activiste, ont fait état de différentes approches du féminisme et de du niveau d'inclusion des femmes. La conférence a représenté une occasion formidable de dialoguer et d'apprendre les unes des autres.

Le thème général de la conférence était « *Rassembler, Échanger. Inclusions, exclusions, réclusions : Vivre dans un monde globalisé* ». Ce sont donc la diversité et l'international qui étaient à l'honneur. Chaque journée était organisée autour d'un thème : Briser les cycles d'oppression, Fracasser les plafonds de verre, Abattre les barrières, et Ouvrir de nouveaux horizons – autrement dit, des thèmes allant des différentes remises en question des contraintes subies par les femmes aux innovations en faveur d'un avenir plus inclusif et équitable. Dans le cadre de chacun de ces thèmes généraux, les séances étaient axées sur des domaines aussi importants que le micro-crédit, le virus du sida, la violence contre les femmes, les femmes et les arts,

et bien d'autres sujets encore. Certaines séances ont donné lieu à des communications classiques, d'autres à des conversations entre les présentatrices, à partir d'une liste établie de thèmes (suivant le modèle adopté dans toutes les séances plénières) ; au cours d'autres séances, c'est l'organisatrice qui dirigeait une discussion/réflexion ciblée avec les personnes présentes ; enfin, il y a eu parfois des comptes rendus d'initiatives visant à accroître l'autonomie ou la participation des femmes.

« ... une occasion formidable de dialoguer et d'apprendre les unes des autres... »

L'une des particularités de cette édition 2011 de Women's Worlds est qu'elle s'est déroulée en trois langues – l'anglais, le français et l'espagnol. Le recours à des interprètes a été essentiellement limité aux séances plénières. Certaines séances étaient bilingues (avec, le cas échéant, l'aide informelle d'interprètes), d'autres exclusivement en français ou en espagnol. Une attention particulière a été également portée aux difficultés et problèmes d'accessibilité des personnes handicapées (en prévoyant par exemple, des séances interprétées en langue des signes et des accès pour les personnes en fauteuil roulant), ainsi qu'à l'inclusion des jeunes femmes et des femmes autochtones. Cette attention était manifeste à la fois dans l'organisation et la programmation de la conférence. La consultation de groupes de conseil issus de chacune de ces communautés a clairement

aidé à rendre cette rencontre plus inclusive et plus riche. Enfin, cette conférence aura été celle de la participation conjointe et du dialogue entre le milieu universitaire et le milieu activiste, et sa portée *résolution* internationale.

J'ai choisi de me concentrer sur l'organisation de la conférence plutôt que sur le contenu des communications dans l'espoir de rendre un peu l'atmosphère de celle-ci plutôt que de livrer un compte rendu nécessairement sélectif de quelques séances – celles auxquelles j'ai assisté.

Les membres du CR32 de l'ISA (Women in Society) ont une fois de plus participé de manière active à cette édition 2011 de Women's Worlds : outre l'organisation d'un déjeuner sur le pouce pour échanger des nouvelles sur nos activités récentes ou à venir, et la tenue d'un des stands d'information, la Présidente du CR32, Evie Tastsoglou, a fait passer une liste (désormais disponible sur le site web de l'ISA, dans la section consacrée au CR32) des participantes du CR32 à Women's Worlds, qui ont été nombreuses et diverses, ce qui a contribué à nous mettre en contact les unes avec les autres, et servi de vitrine au RC32.

Pour plus d'informations sur Women's Worlds, y compris des clips vidéos et un forum de discussion ainsi qu'une liste intégrale du programme – qui vous donnera un aperçu plus détaillé de l'éventail des intervenants et des thèmes abordés que je ne pourrais le faire moi-même – consultez <http://www.womensworlds.ca>. La prochaine conférence de Women's Worlds aura lieu dans trois ans, en 2014 : comme les quatre auxquelles j'ai déjà assisté depuis 1993, elle ne manquera pas de nous faire réfléchir, de nous provoquer et de nous stimuler. ■

> La sociologie brésilienne, en plein essor

Elisa P. Reis, Université Fédérale de Rio de Janeiro (Brésil), et ancien membre du Comité Exécutif de l'ISA (2006-2010)



Un public attentif de sociologues au Congrès de la Société Brésilienne de Sociologie à Curitiba. Photo de Elisa Reis.

Le XV^e Congrès de la Société Brésilienne de Sociologie (SBS) s'est tenu à Curitiba du 26 au 29 juillet. Quelque 2.000 sociologues se sont réunis dans la capitale de l'État de Paraná – connue pour avoir mis en œuvre avec succès des programmes urbains novateurs – pour parler du thème général de la rencontre : *Changements, Continuités et Défis sociologiques*. Prenant en compte le fait que notre discipline est sans cesse remise en question en fonction du contexte historique, Celi Scalon, Présidente de la SBS, a observé dans son discours inaugural que le thème du Congrès incitait les participants à saisir cette occasion de faire le point sur nos ressources théoriques et méthodologiques, afin d'être mieux préparés pour assumer notre rôle dans la société.

Sur une variété impressionnante de thèmes et d'approches, le Comité du Programme a permis d'impliquer des sociologues brésiliens en provenance des différentes régions du pays et d'engager de fructueux dialogues avec plusieurs de leurs collègues étrangers. Les sujets traités par les intervenants principaux

ont couvert un vaste éventail de questions. Margaret Archer, Seyla Benhabib, Robert Mare, Tom Dwyer, Werneck Vianna et Maria Nazareth Wanderley ont suscité d'intenses débats théoriques, méthodologiques et politiques. Werneck Vianna, l'un des deux sociologues récompensés d'un prix pour l'ensemble de leur carrière, a parlé dans son allocution intitulée « La Société, la Politique et le Droit », des tâches que les institutions et procédures légales ont permis d'accomplir à la fois au titre de l'ancienne voie brésilienne autoritaire vers la modernité ainsi qu'au titre de l'expérience de démocratisation du pays au cours des dernières décennies. Maria Nazareth Wanderley, l'autre lauréate du prix, a traité de questions théoriques et politiques dans le domaine de la sociologie rurale.

Le programme complet comprenait six discours liminaires, sept sessions extraordinaires, sept forums, trois cours spéciaux, 31 tables rondes et de multiples sessions organisées par les 32 Comités de Recherche, ainsi qu'un vaste panel de présentations affichées par des étudiants et plu-

sieurs activités culturelles. Mais, plus encore que le nombre d'activités, ce qui était particulièrement réjouissant était la présence de tant de jeunes sociologues et étudiants en sociologie qui, grâce à leur enthousiasme et leur engagement, ont contribué à dynamiser les débats.

Créée en 1950 par un petit groupe de sociologues pionniers, la Société Brésilienne de Sociologie a parcouru un long chemin. Après une période de forte agitation politique, la SBS a connu un nouvel essor avec les premiers signes de la démocratisation de la fin des années 70. Depuis, elle n'a cessé de gagner de nouveaux membres et compte de plus en plus au niveau institutionnel. Comme ancienne Secrétaire de la SBS, je trouve les avancées réalisées par l'association depuis les années 80 vraiment remarquables. À travers ce XV^e Congrès, il apparaît clairement que la sociologie brésilienne est florissante, qu'elle soutient une association profondément consciente de ses responsabilités nationales, et fière de ses membres au sein de la communauté scientifique internationale. ■